

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/200910]

**13 DECEMBRE 2012. — Arrêté du Gouvernement wallon réformant
le régime de mandats des fonctionnaires généraux de Wallonie-Bruxelles International**

Le Gouvernement wallon,

Vu l'accord de coopération du 20 mars 2008 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale créant une entité commune pour les relations internationales de Wallonie-Bruxelles, les articles 3 et 4;

Vu le décret du 8 mai 2008 portant assentiment, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré par la Communauté française, à l'accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale créant une entité commune pour les relations internationales de Wallonie-Bruxelles, fait le 20 mars 2008;

Vu le décret du 8 mai 2008 portant assentiment à l'accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale créant une entité commune pour les relations internationales de Wallonie-Bruxelles, fait le 20 mars 2008;

Vu l'accord de coopération conclu le 20 septembre 2012 entre le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté française relatif au certificat de management public pour l'accès aux emplois soumis au régime des mandats au sein de la Communauté française et de la Région wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles International;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 14 juin 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 juin 2012;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 14 juin 2012;

Vu le protocole n° 578 du Comité de secteur XVI, établi le 22 juin 2012;

Vu l'avis n° 52.232/2 du Conseil d'Etat, donné le 7 novembre 2012 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition du Ministre-Président et du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Du régime des mandats*

Article 1^{er}. Dans le Livre II de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles International, le titre II, comportant les articles 269 à 290 est remplacé par ce qui suit :

« **Titre II. — Le régime du mandat**CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application et conditions d'accès*

Art. 269. Sont attribués par mandat conformément aux dispositions du présent titre l'emploi de fonctionnaire dirigeant et l'emploi de fonctionnaire dirigeant adjoint de rang A2.

Art. 270. Le candidat à un mandat doit, au plus tard à l'échéance du délai prévu pour le dépôt des candidatures, être membre du pool de candidats visé à l'article 271/8.

Art. 271. Par dérogation à l'article 19, nul ne peut être désigné pour un mandat s'il ne répond pas aux conditions suivantes :

1° être d'une conduite répondant aux exigences de la fonction;

2° jouir des droits civils et politiques;

3° ne pas être sous le coup d'une sanction disciplinaire définitive non radiée;

4° satisfaire aux lois sur la milice;

5° justifier de la possession de l'aptitude médicale exigée pour la fonction à exercer;

6° ne pas être titulaire d'un mandat politique qui pour un agent entraîne un congé politique d'office de plus de quatre jours par mois;

7° ne pas être titulaire d'un des mandats politiques suivants : échevin, bourgmestre, ou président du conseil de l'action sociale;

8° ne pas bénéficier, en application des articles 409 et 410, des dispenses de service ou des congés politiques facultatifs qui conduiraient, en les cumulant avec le congé politique d'office, à dépasser un total de quatre jours ouvrables d'absence par mois.

CHAPITRE II. — *Sélection et désignation*Section 1^{re}. — *Certificat de management public*

Art. 271/1. § 1^{er}. Le Certificat de management public est délivré après la réussite de l'examen organisé à l'issue de la formation prévue par l'accord de coopération entre la Communauté française et la Région wallonne créant une Ecole d'Administration publique commune à la Communauté française et à la Région wallonne, conclu le 10 novembre 2011.

§ 2. La formation consiste en un Certificat interuniversitaire d'Executive master en management public ou un Certificat interuniversitaire en Management public visé à l'article 6, § 1^{er}, 6°, du décret de la Communauté française du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et finançant les universités, ci-après dénommé : le « Certificat interuniversitaire ». Le Certificat interuniversitaire est conféré par les universités de la Communauté française.

Le Certificat de management public est organisé par cycles. Un cycle désigne l'ensemble constitué par :

- le concours d'accès à la formation visé à l'article 271/4, § 2;

- les cours, études de cas, travaux pratiques, séminaires, mémoire et examens qui mènent à la délivrance du Certificat interuniversitaire;

- l'examen visé à l'article 271/7.

§ 3. Sur proposition de l'Ecole d'Administration publique agissant en concertation avec les universités, le Gouvernement fixe le programme du Certificat interuniversitaire nécessaire à l'obtention du Certificat de management public. Ce programme comprend les objectifs des cours et le profil des enseignants qui en seront chargés.

§ 4. Le programme du Certificat interuniversitaire est pluridisciplinaire et de haut niveau. Il vise à développer les aptitudes en management public et à doter les candidats des compétences requises pour l'exercice d'un mandat. Sous réserve de certains apports théoriques, il est axé essentiellement sur une formation pratique qui s'appuie sur une pédagogie interactive favorisant l'implication personnelle des participants. Il comprend des études de cas et des analyses de dossiers fondés sur la réalité administrative. Les enseignements, théoriques et pratiques, insistent sur les problèmes concrets rencontrés dans la gestion des services publics et sur les solutions susceptibles d'y être apportées.

Le programme du Certificat interuniversitaire porte au moins sur les matières suivantes :

- éthique et valeurs du service public;
- gestion stratégique de l'organisation;
- gestion de la qualité, du changement, de la créativité et de l'innovation;
- gestion des ressources humaines;
- dialogue et relations sociales;
- communication;
- politique européenne;
- modernisation de l'administration;
- management et leadership;
- économie politique;
- finances publiques, fiscalité et comptabilité publique;
- marché publics.

Le programme du Certificat interuniversitaire comprend la réalisation par chaque candidat d'un mémoire écrit. Ce mémoire consiste en une étude approfondie d'un cas pratique transversal. Ce cas est préalablement approuvé conjointement par l'Ecole et les universités.

§ 5. Le volume horaire du Certificat interuniversitaire est de deux cent quarante heures au moins. Les heures consacrées au mémoire ne sont pas comprises dans les deux cent quarante heures.

Art. 271/2. Nul ne peut accéder au cycle en vue de l'obtention du Certificat de management public s'il ne répond, à l'échéance du délai pour le dépôt des candidatures prévu à l'article 271/3, § 3, aux conditions suivantes :

1° être titulaire d'un diplôme donnant accès au niveau A, ou être lauréat d'un concours d'accession au niveau A ou à un niveau équivalent ou être porteur d'un certificat de compétences acquises hors diplôme donnant accès au niveau A, ce certificat étant délivré ou reconnu par l'Ecole d'Administration publique ou par un autre organe désigné par le Gouvernement;

2° pouvoir se prévaloir d'une expérience professionnelle d'au moins huit ans dans une fonction de niveau A ou une fonction équivalente, dont deux ans d'expérience de gestion d'équipe ou de projets.

Art. 271/3. § 1^{er}. Chaque cycle doit faire l'objet d'une annonce rédigée par l'Ecole d'Administration publique et publiée par le SELOR au moins au *Moniteur belge*, dans deux titres de presse quotidienne belge édités en langue française et sur le site internet du SELOR.

§ 2. Cette annonce comprend au moins les éléments suivants :

- les conditions d'accès ainsi que le nombre maximum de participants au cycle;
- l'identité des services et/ou des personnes auprès desquelles le dossier de candidature peut être retiré et qui peuvent fournir, aux candidats, toute information utile sur la formation;
- les informations et/ou documents qui doivent figurer dans l'acte de candidature;
- le délai et les modalités de dépôt des candidatures.

§ 3. Le délai de dépôt des candidatures est fixé par le SELOR sans qu'il puisse être inférieur à vingt jours ni excéder deux mois. Il commence à courir le lendemain du jour de la publication au *Moniteur belge* de l'annonce visée au § 2. A défaut de respecter ce délai, la candidature est irrecevable.

Le délai visé à l'alinéa précédent est suspendu entre le 15 juillet et le 15 août.

§ 4. Les candidatures sont adressées par voie électronique au SELOR.

§ 5. Le SELOR vérifie la recevabilité des candidatures.

Art. 271/4. § 1^{er}. En tant qu'il conditionne la délivrance du Certificat de management public, le Certificat interuniversitaire est accessible à un nombre limité de participants. Pour chaque cycle, ce nombre est fixé préalablement par le Gouvernement, après avis de l'Ecole d'Administration publique remis dans les trente jours de la demande, faute de quoi l'avis est réputé favorable.

§ 2. Si le nombre de candidats excède le nombre fixé en application du § 1^{er}, les candidats présentent un concours consistant en une analyse critique par écrit de situations pratiques. Cette épreuve ne consiste pas en un test de type bac à courrier.

Les épreuves peuvent faire appel à l'utilisation de moyens informatiques ou multimédia. Leur correction peut être automatisée.

Un projet de programme du concours est élaboré par l'Ecole et validé par le SELOR. Le programme du concours est ensuite approuvé par le Gouvernement.

§ 3. Seuls sont admis à participer à la formation les candidats ayant réussi le concours visé au § 2 et classés en ordre utile au regard du nombre de participants fixé par le Gouvernement sur proposition de l'Ecole. Si deux ou plusieurs candidats sont classés ex-aequo au rang correspondant à ce nombre, ils sont tous admis à participer à la formation. Le SELOR valide les résultats du concours.

Art. 271/5. § 1^{er}. Tout candidat admis à participer au Certificat interuniversitaire peut solliciter auprès du jury de ce certificat une dispense pour un ou plusieurs cours, et les évaluations correspondantes à ces cours, en ce compris si ces évaluations sont organisées sous forme d'épreuve intégrant plusieurs cours ou matières. Aucune dispense ne peut être accordée pour ce qui concerne les cours pratiques et la réalisation du mémoire.

Peut être dispensé d'un cours le candidat qui fournit la preuve qu'il a suivi avec fruit un cours ou une formation équivalent pour lequel il demande une dispense.

Un candidat peut, dans les mêmes conditions, obtenir une dispense s'il peut se prévaloir de compétences avérées en lien manifeste avec le cours concerné. Le jury du Certificat interuniversitaire statue collégalement et souverainement.

Art. 271/6. Dans des circonstances motivées, les candidats peuvent être autorisés par le jury du Certificat interuniversitaire, à étaler celui-ci sur maximum deux ans.

Art. 271/7. § 1^{er}. Pour chaque cycle, un jury de cinq membres est composé par le SELOR, en concertation avec l'Ecole, en vue de l'examen visé au § 2 Ce jury comprend :

- l'Administrateur délégué du SELOR ou son délégué, qui préside le jury;
- deux membres désignés en raison de leur qualité d'experts présentant une compétence incontestable en management ou en ressources humaines et choisis en dehors des services du Gouvernement wallon, des organismes, des services de la Communauté française et des Cabinets ministériels. En cas d'indisponibilité d'un membre ainsi désigné, le SELOR désigne un remplaçant dans une liste qu'il aura établie au début de chaque cycle, comprenant quatre membres présentant les mêmes qualités que les membres effectifs;
- deux mandataires en fonction désignés parmi les titulaires d'un emploi de rang 17, 16+ ou 16 dans les services de la Communauté française ou d'un emploi de rang A1 ou A2 dans les services du Gouvernement wallon ou les organismes. En cas d'indisponibilité d'un mandataire ainsi désigné, le SELOR désigne un remplaçant dans une liste qu'il aura établie au début de chaque cycle, comprenant quatre mandataires, titulaires d'un emploi de rang 17, 16+ ou 16 dans les services de la Communauté française ou d'un emploi de rang A1 ou A2 dans les services du Gouvernement wallon ou les organismes.

§ 2. L'Ecole délivre le Certificat de management public à tous les lauréats du concours visé à l'article 271/4, titulaires du Certificat interuniversitaire qui ont également réussi l'examen organisé à la fin de chaque cycle.

Cet examen consiste en une épreuve orale qui a pour but d'évaluer les aptitudes requises à l'exercice d'une fonction de management.

Le jury délibère sur la réussite des candidats à la majorité des deux tiers des membres présents.

Les candidats ayant réussi l'examen ne font l'objet d'aucun classement et ne se voient attribuer aucune mention.

Les candidats n'ayant pas réussi l'examen peuvent le représenter au plus tôt un an après la date de l'examen.

§ 3. Le jury établit un règlement fixant l'organisation concrète et matérielle de l'examen.

Section 2. — Constitution d'un pool de candidats

Art. 271/8. Il est constitué un pool de candidats à l'exercice d'un mandat au sens du présent Titre.

Seuls les membres de ce pool peuvent déposer leur candidature à un emploi à pourvoir par mandat.

Le pool des candidats à un mandat est composé :

- 1° des titulaires du Certificat de management public;
- 2° des mandataires en fonction au sein des services du Gouvernement et des organismes visés à l'article 1^{er} le jour de l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2012 réformant le régime de mandats des fonctionnaires généraux des services du Gouvernement wallon et de certains organismes d'intérêt public dépendant de la Région wallonne ou pour lesquels l'emploi a été déclaré vacant et la procédure de recrutement lancée au jour de cette entrée en vigueur, et ayant fait l'objet d'une mention « très favorable » ou « favorable » lors de l'évaluation réalisée en application de l'article 10 du même arrêté;
- 3° des membres du pool de candidats à l'exercice d'un mandat établi par l'article 14 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2012 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des services du Gouvernement de la Communauté française et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII;
- 4° des mandataires en fonction au sein de Wallonie-Bruxelles International le jour de l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon et de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française réformant le régime de mandats des fonctionnaires généraux de Wallonie-Bruxelles International ou pour lesquels l'emploi a été déclaré vacant et la procédure de recrutement lancée au jour de cette entrée en vigueur et qui ont reçu une mention « très favorable » ou « favorable » lors de l'évaluation réalisée par le Gouvernement désigné à la suite de l'installation du Parlement;
- 5° du mandataire en fonction au sein de l'Ecole d'Administration publique le jour de l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2012 réformant le régime de mandats des fonctionnaires généraux des services du Gouvernement wallon et de certains organismes d'intérêt public dépendant de la Région wallonne et ayant fait l'objet d'une mention « très favorable » ou « favorable » lors de l'évaluation réalisée en application de l'article 10 du même arrêté;

6° de l'Administrateur général adjoint du FOREm ayant fait l'objet d'une mention « très favorable » ou « favorable » lors de l'évaluation réalisée en application de l'article 10 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2012 réformant le régime de mandats des fonctionnaires généraux des services du Gouvernement wallon et de certains organismes d'intérêt public dépendant de la Région wallonne;

7° de l'Administrateur général adjoint de Wallonie-Bruxelles International ayant fait l'objet d'une mention « très favorable » ou « favorable » lors de l'évaluation réalisée en application de l'arrêté du Gouvernement wallon et de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française réformant le régime de mandats des fonctionnaires généraux de Wallonie-Bruxelles International par le Gouvernement désigné à la suite de l'installation du Parlement.

Il n'est établi aucun classement parmi les membres du pool. Leur liste est établie par ordre alphabétique. Cette liste est tenue par l'Ecole d'Administration publique. Les membres du pool sont tenus de lui notifier, par écrit, toute modification de leurs coordonnées.

L'appartenance au pool ne confère aucun autre droit que celui de pouvoir déposer sa candidature à un emploi à pourvoir par mandat. Elle ne donne lieu à aucune sorte de rétribution ou de rémunération.

Section 3. — Déclarations de vacance et lettres de mission

Art. 272. § 1^{er}. Les emplois à pourvoir par mandats sont déclarés vacants par le Gouvernement au plus tard six semaines après la prestation de serment de ses membres faisant directement suite au renouvellement du Parlement.

§ 2. Pour chaque emploi à pourvoir par mandat, le Gouvernement, en même temps qu'il déclare sa vacance, établit une lettre de mission.

Les projets de lettres de mission sont proposés au Gouvernement par le Comité de direction de l'organisme, au plus tard trois semaines après la prestation de serment des membres du Gouvernement faisant directement suite au

renouvellement du Parlement. Le Gouvernement approuve les projets de lettres de mission. A défaut de proposition dans ce délai, le Gouvernement établit lui-même les lettres de mission.

§ 3. La lettre de mission comporte les éléments suivants :

- 1° la description de fonction et le profil de compétence de la fonction à pourvoir;
- 2° les objectifs stratégiques à atteindre pour les diverses missions, notamment sur la base des déclarations de politique régionale et communautaire et les objectifs politiques identifiés dans la note de politique internationale;
- 3° la définition des missions de gestion qui incombent au mandataire;
- 4° les moyens budgétaires et les ressources humaines attribués.

Art. 273. § 1^{er}. Immédiatement après la déclaration de vacance visée à l'article 272, § 1^{er}, le Gouvernement lance l'appel aux candidatures par la voie d'une publication au *Moniteur belge* et sur le site internet du Gouvernement, et d'un courrier électronique adressé à chacun des membres du pool de candidats, sur la base des données communiquées par ceux-ci à l'École d'Administration publique.

Cet appel aux candidatures indique pour chaque emploi concerné :

- 1° le mode et la date ultime d'introduction des candidatures;
- 2° les documents que doit contenir, à peine de nullité, l'acte de candidature;
- 3° le service auprès duquel la lettre de mission peut être obtenue.

§ 2. Durant une période de neuf mois après la prestation de serment des membres du Gouvernement faisant directement suite au renouvellement du Parlement, chaque membre du pool des candidats peut déposer sa candidature à maximum quatre emplois à pourvoir par mandat au sein des services du Gouvernement, des organismes, de Wallonie-Bruxelles International ou de l'École d'Administration publique et à maximum quatre emplois à pourvoir par mandat au sein des services de la Communauté française.

Les candidatures doivent être introduites auprès du Ministre de la Fonction publique au plus tard un mois après la déclaration de vacance des emplois concernés.

Les candidatures doivent être introduites par lettre recommandée et comprennent :

- 1° un *curriculum vitae* comprenant un exposé des titres et mérites, établi sur la base du modèle défini par le Gouvernement;
- 2° une lettre de motivation pour chaque emploi postulé contenant notamment la description de la vision stratégique du candidat et l'exposé de la manière selon laquelle celui-ci envisage d'exercer le mandat.

Le candidat qui est soumis, dans son emploi actuel, à un régime disciplinaire joint à sa candidature une attestation relative à l'état de son dossier disciplinaire.

Section 4. — Désignation

Art. 274. Pour chaque emploi à pourvoir par mandat, le Gouvernement examine les dossiers déposés par les candidats. Il procède à la comparaison des candidatures, en ayant égard aux titres et mérites et au contenu de la lettre de motivation de chaque candidat, ce au regard de la lettre de mission afférente à l'emploi à pourvoir.

Au plus tard trois mois après la déclaration de vacance des emplois à pourvoir, le Gouvernement nomme dans chaque emploi, à titre temporaire, le candidat qu'il estime le plus apte à exercer la fonction en toute confiance.

Art. 275. En cas de démission du Gouvernement en application de l'article 71 ou de l'article 72 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, le nouveau Gouvernement peut décider de déclarer vacants les emplois attribués par mandat. Dans ce cas, les mandats en cours prennent fin de plein droit le jour de la désignation des nouveaux mandataires.

Dans les hypothèses visées à l'alinéa premier, les emplois à pourvoir par mandat sont déclarés vacants par le nouveau Gouvernement au plus tard six semaines après sa prestation de serment. Les candidatures doivent être introduites au plus tard un mois après la déclaration de vacance des emplois, et les mandataires doivent être désignés au plus tard trois mois après l'échéance du délai prévu pour le dépôt des candidatures.

Section 5. — Plan opérationnel et contrat d'objectifs

Art. 276. § 1^{er}. Les mandataires transmettent pour approbation au Gouvernement un projet de plan opérationnel qui met en œuvre la lettre de mission.

Le plan opérationnel est établi sur la base d'un modèle approuvé par le Gouvernement sur avis du Collège des fonctionnaires généraux dirigeants.

Le plan opérationnel est un document synthétique établi sur la base d'éléments mesurables.

En cas de désaccord entre le ou les Ministres fonctionnels et le mandataire sur le contenu du projet de plan opérationnel, le Gouvernement approuve définitivement le plan opérationnel.

§ 2. Les projets de plan opérationnel sont transmis au Gouvernement dans les trois mois à compter de leur désignation.

Art. 277. Lorsque les éléments de la lettre de mission visés à l'article 272, § 3, 2°, 3° et 4°, sont modifiés, le plan opérationnel est revu conformément à la procédure prévue à l'article 276.

Lorsque l'évaluation du mandataire a été réalisée conformément à l'article 276, le plan opérationnel peut être revu à la demande du Gouvernement, conformément à la procédure prévue à l'article 276.

Le mandataire peut demander à revoir le plan opérationnel lorsque les moyens budgétaires et les ressources humaines attribués ou d'autres éléments substantiels de la lettre de mission sont modifiés significativement. La révision du plan ou du contrat se fait conformément à la procédure prévue à l'article 276.

CHAPITRE III. — Durée du mandat

Art. 278. Les mandats viennent à échéance le 31 décembre de l'année au cours de laquelle est intervenue la prestation de serment des membres d'un nouveau Gouvernement faisant directement suite au renouvellement du Parlement.

Le mandataire cesse de plein droit d'exercer ses fonctions à l'échéance ainsi fixée.

Toutefois, en l'absence de désignation d'un nouveau mandataire à cette échéance, le mandataire est prolongé dans son mandat jusqu'au 31 mars de l'année suivant celle au cours de laquelle est intervenue la prestation de serment des membres d'un nouveau Gouvernement faisant directement suite au renouvellement du Parlement.

Au terme de cette première prolongation, en l'absence de désignation d'un nouveau mandataire, le Gouvernement peut, par décision motivée, prolonger le mandat pour une période supplémentaire d'une durée que le Gouvernement détermine.

La date d'échéance du mandat prévue à l'alinéa 1^{er} est d'application même lorsque le mandat en cours a été attribué après le 31 décembre de l'année au cours de laquelle est survenue la prestation de serment des membres du Gouvernement faisant directement suite au renouvellement du Parlement.

Le présent article s'applique sans préjudice des règles légales fixant l'âge auquel les agents, par le seul fait qu'ils l'ont atteint, sont admis d'office à la retraite.

Art. 279. § 1^{er}. Le mandat prend fin de façon anticipée dans les cas suivants :

- 1° la démission volontaire du mandataire;
- 2° la survenance d'un événement visé à l'article 23 de l'ARPG qui entraîne pour un agent la perte de sa qualité d'agent;
- 3° le non-respect, par le mandataire, du régime d'incompatibilité tel qu'organisé à l'article 282;
- 4° une sanction disciplinaire définitive de démission d'office ou de révocation;
- 5° une suspension dans l'intérêt du service de plus de six mois;
- 6° l'évaluation défavorable en cours de mandat ou deux évaluations réservées successives en cours de mandat;
- 7° la mise à la retraite;
- 8° le bénéfice d'un congé politique d'office de plus de quatre jours par mois;
- 9° la désignation du mandataire pour exercer des fonctions de bourgmestre, d'échevin ou de président du Conseil de l'aide sociale;
- 10° le bénéfice de dispenses de service ou de congés politiques facultatifs qui conduisent en les cumulant avec le congé politique d'office à dépasser un total de quatre jours ouvrables d'absence par mois, en application de la réglementation relative au congé politique.

En application de l'alinéa 1^{er}, 3°, si le Gouvernement estime qu'une activité, occupation ou comportement, visé à l'article 282, 2° et 3°, est incompatible avec le mandat, il donne la possibilité au mandataire, avant de mettre fin à son mandat, de cesser, dans un délai d'un mois, ladite activité, ladite occupation ou ledit comportement.

Par ailleurs, l'autorité peut mettre fin au mandat pour cause de maladie d'une durée ininterrompue d'au moins six mois pendant le mandat en cours.

Toute offre de démission doit être assortie d'un préavis de six mois, sauf durée plus courte arrêtée de commun accord entre le mandataire et le(s) Ministre(s) fonctionnel(s).

§ 2. La désignation d'un nouveau mandataire se fait par la désignation d'un autre candidat s'étant déclaré soit lors du précédent appel à candidatures, soit suite à un nouvel appel à candidatures. Dans ce dernier cas, le Gouvernement fixe la date ultime d'introduction des candidatures.

Art. 280. § 1^{er}. Le Gouvernement peut désigner un agent du même cadre, en faisant prioritairement appel aux agents membres du pool visé à l'article 271/8, pour exercer les fonctions supérieures pour une période maximale de douze mois dans les cas suivants :

- 1° absence du mandataire depuis plus de deux mois;
- 2° absence prévisible du mandataire pour une durée d'au moins deux mois;
- 3° fin du mandat, dans l'attente de la désignation d'un nouveau mandataire.

Tout agent désigné pour exercer les fonctions supérieures doit justifier de huit ans d'expérience professionnelle dans le niveau A ou dans un niveau équivalent, dont deux ans dans le rang A4 ou dans un rang équivalent.

§ 2. En cas de désignation d'un mandataire pour exercer des fonctions supérieures le mandat est suspendu pour toute la durée des fonctions supérieures.

Le mandataire désigné pour exercer des fonctions supérieures conserve sa rémunération de mandataire au sens de l'article 285.

CHAPITRE IV. — *Situation administrative et pécuniaire*

Section 1^{re}. — De l'exercice du mandat

Art. 281. Le mandat s'exerce dans le cadre d'une relation statutaire temporaire. Il ne donne aucun droit à une nomination définitive à la fonction qu'il confère.

Le mandataire exerce son mandat à temps plein.

Art. 282. Pendant la durée du mandat, le mandataire ne peut :

- 1° exercer toute fonction qui l'empêche d'exercer son mandat à temps plein;
- 2° exercer toute ou avoir toute activité ou occupation qui serait de nature à nuire à l'accomplissement des devoirs de la fonction ou contraire à la dignité de celle-ci;
- 3° avoir toute activité, occupation ou comportement qui pourrait ébranler la confiance du public dans son service ou mettre en cause son devoir de neutralité;
- 4° obtenir un congé pour interruption de la carrière professionnelle à l'exception du congé parental, de l'interruption de carrière pour soins palliatifs et du congé pour assistance ou octroi de soins à un membre du ménage ou de la famille jusqu'au deuxième degré qui souffre d'une maladie grave;
- 5° obtenir un congé pour exercer une fonction dans un organe visé aux articles 418 et 419;
- 6° obtenir l'autorisation d'exercer ses fonctions par prestations réduites pour raisons sociales et familiales;
- 7° bénéficier d'un congé pour exercer une activité auprès d'un groupe politique reconnu;
- 8° bénéficier d'un congé pour mission autre que celui qui lui est accordé pour exercer un mandat au sens du présent arrêté;
- 9° obtenir un départ anticipé à mi-temps;
- 10° obtenir un congé pour accomplir un stage;
- 11° bénéficier de la semaine volontaire des quatre jours;
- 12° obtenir un congé pour être mis à disposition du Roi ou des Princes et Princesses de Belgique;
- 13° être placé en disponibilité pour convenances personnelles.

Art. 283. L'agent qui, au moment de sa désignation à un mandat est nommé à titre définitif au sein de l'organisme, est mis d'office, pour la durée du mandat, en congé pour mission d'intérêt général dans son emploi initial.

Le contrat de travail du membre du personnel de l'organisme qui est nommé à titre temporaire en tant que mandataire au sein de l'organisme, à la Région wallonne ou à la Communauté française est, avec son accord, suspendu.

Art. 284. Tout mandataire doit suivre au moins vingt heures de formation par année civile, à choisir parmi l'offre proposée ou validée par l'Ecole d'Administration publique.

En cas de non-respect de l'obligation établie par l'alinéa 1^{er}, le paiement du montant visé à l'article 285 est suspendu. Cette suspension est appliquée tant que la situation du mandataire au regard de cette obligation n'est pas régularisée.

Art. 284/1. Sans préjudice de l'article 70 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, les mandataires peuvent être auditionnés devant le Parlement, aux côtés du Ministre et moyennant l'accord de ce dernier, sur les questions pour lesquelles l'administration dispose d'une délégation ou qui relèvent de la stricte organisation interne des services.

Section 2. — De la rémunération

Art. 285. Tout mandataire bénéficie de l'échelle de traitements correspondant au grade de l'emploi qu'il occupe, augmentée d'un montant, rattaché à l'indice pivot 138,01 du 1^{er} janvier 1990 et indexé conformément aux règles fixées à l'article 202, de 8.510 euros pour le mandataire de rang A2.

CHAPITRE V. — Evaluation

Art. 286. § 1^{er}. Une évaluation du mandataire a lieu à un moment déterminé par le ou les Ministres fonctionnels dans une période commençant à la fin du neuvième mois et finissant à la fin du quinzième mois qui suit l'entrée en fonction du mandataire. Cette évaluation porte sur la façon dont le mandataire s'est acquitté des missions de gestion reprises dans sa lettre de mission depuis le début du mandat.

§ 2. Tous les deux ans à compter de son entrée en fonction, le mandataire établit un rapport de suivi de son activité. Ce rapport porte sur l'état de réalisation des missions de gestion, des objectifs, et sur les prestations concrètes résultant des objectifs stratégiques et opérationnels qui répondent à la lettre de mission et au plan opérationnel ou au contrat d'objectifs.

§ 3. Si un des éléments contenus dans l'un des rapports visés au § 2 ou toute autre circonstance dûment motivée le justifient, le ou les Ministres fonctionnels peuvent décider qu'une évaluation supplémentaire doit être effectuée en cours de mandat.

L'évaluation porte alors sur le niveau de réalisation des missions de gestion et des objectifs ainsi que sur les prestations concrètes résultant des objectifs stratégiques et opérationnels qui répondent à la lettre de mission et au plan opérationnel.

Art. 287. L'évaluation réalisée en application de l'article 286, § 1^{er}, fait l'objet d'une des mentions suivantes :

1^o « favorable » : lorsque les missions de gestion reprises dans la lettre de mission sont accomplies de manière suffisamment satisfaisante, et que le mandataire a démontré des qualités managériales suffisamment satisfaisantes;

2^o « réservé » : lorsque les missions de gestion reprises dans la lettre de mission ne sont accomplies que trop partiellement, ou que le mandataire n'a démontré des qualités managériales que trop partiellement satisfaisantes;

3^o « défavorable » : lorsque les missions de gestion reprises dans la lettre de mission ne sont accomplies qu'insuffisamment, ou que le mandataire n'a démontré des qualités managériales qu'insuffisamment.

L'évaluation réalisée en application de l'article 286, § 2, ou de l'article 288, alinéa 2, fait l'objet d'une des mentions suivantes :

1^o « favorable » : lorsque les missions de gestion et les objectifs stratégiques et opérationnels contenus dans la lettre de mission et dans le plan opérationnel ont soit été réalisés suffisamment et dans les délais prévus quantitativement et qualitativement, soit n'ont pas été réalisés suffisamment ou dans les délais prévus quantitativement ou qualitativement mais qu'il apparaît, sur la base des éléments de justification présentés par le mandataire, que cette situation est due à des circonstances imprévisibles ou à des éléments extérieurs qui ne lui sont pas imputables;

2^o « réservé » : lorsque les missions de gestion et les objectifs stratégiques et opérationnels contenus dans la lettre de mission et dans le plan opérationnel n'ont été que trop partiellement réalisés quantitativement ou qualitativement, ou pas dans les délais prévus;

3^o « défavorable » : lorsque les missions de gestion et les objectifs stratégiques et opérationnels contenus dans la lettre de mission et dans le plan opérationnel n'ont été qu'insuffisamment réalisés quantitativement ou qualitativement, ou pas dans les délais prévus.

Art. 288. Le mandataire auquel est attribuée une évaluation favorable poursuit l'exercice de son mandat en cours.

En cas d'attribution d'une évaluation réservée, une nouvelle évaluation est réalisée au terme d'un délai d'un an.

En cas d'attribution de deux évaluations réservées consécutives, il est mis fin au mandat de manière anticipée.

En cas d'attribution d'une évaluation défavorable, il est mis fin au mandat de manière anticipée.

Art. 289. Le mandataire dont la dernière évaluation a fait l'objet de la mention réservée n'est pas recevable à poser sa candidature au même mandat ou à un mandat d'un rang supérieur pour une durée de cinq ans à compter de la fin de son mandat.

Le mandataire qui a reçu une évaluation défavorable n'est pas recevable à poser sa candidature à un mandat pour une durée de cinq ans à compter de la fin de son mandat.

Art. 290. § 1^{er}. Le mandataire non reconduit qui est agent de l'organisme et qui n'a pas été remplacé dans son emploi initial retrouve celui-ci au terme de son mandat. S'il a été remplacé, il est réaffecté dans un emploi de grade équivalent. Il conserve la qualité de membre du pool des candidats à l'exercice d'un mandat.

Si sa dernière évaluation est favorable, il bénéficie d'un congé rémunéré de quinze jours ouvrables, la rémunération étant celle qui a été perçue pendant l'exercice du mandat.

§ 2. L'ancien mandataire qui n'est ni agent des services du Gouvernement ou d'un organisme ni bénéficiaire d'un quelconque congé lui permettant de réintégrer son précédent emploi, qui n'a reçu ni une évaluation défavorable, ni deux évaluations réservées consécutives et qui n'est pas désigné pour un nouveau mandat, perçoit une indemnité de sortie de fonction calculée de la même manière que pour les membres du personnel contractuel. L'indemnité de sortie de fonction est égale, au minimum, à la rémunération du mandataire pour une période de 6 mois s'il a effectué

un seul mandat, et à la rémunération du mandataire pour une période de douze mois s'il a effectué plus d'un mandat. Il bénéficiera également d'un outplacement. Le mandataire non reconduit visé par le présent alinéa conserve la qualité de membre du pool des candidats à une fonction de mandat. ».

CHAPITRE II. — *Dispositions modificatives*

Art. 2. Dans l'article 264, § 3, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles International, le 3^o est supprimé.

Art. 3. Dans l'article 291 du même arrêté, les mots « à un grade de rang A3 » sont remplacés par les mots « au grade d'inspecteur général ».

Art. 4. L'article 292 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 292 Sans préjudice du droit du Gouvernement de pourvoir d'office à un emploi, il est pourvu à la vacance d'un emploi du rang A3 non soumis à un mandat successivement par :

1^o mutation, réaffectation ou promotion;

2^o mobilité interne;

3^o promotion d'un agent soumis au présent arrêté et n'appartenant pas au cadre prévoyant l'emploi déclaré vacant;

4^o mobilité externe.

Il ne peut être recouru aux modes d'attribution de l'emploi prévus successivement par l'alinéa 1^{er}, 2^o à 4^o, qu'en l'absence de toute candidature à l'emploi selon les modes précédents ou si le Gouvernement décide de n'attribuer l'emploi à aucun des candidats à l'emploi selon les modes précédents. ».

Art. 5. Dans l'article 293 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le § 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. La Commission de sélection est présidée par les Ministres de la Fonction publique ou de leur délégué et comprend en outre les Ministres fonctionnels ou leur délégué et les fonctionnaires généraux de l'organisme dont dépend l'emploi à pourvoir et deux membres présentant une compétence incontestable en lien avec les éléments du profil de fonction et choisis en dehors de l'administration, d'organismes publics ou de Cabinets ministériels. »;

2^o au § 3, alinéa 1^{er}, les mots « , après audition des candidats, » sont insérés entre les mots « Commission de sélection » et les mots « établit une proposition »;

3^o au § 3, alinéa 2, les mots « après avoir entendu le réclamant si celui-ci en a exprimé le souhait. Le réclamant peut se faire assister de la personne de son choix » sont abrogés.

4^o au § 4, les deuxième et troisième phrases sont abrogées.

CHAPITRE III. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 6. § 1^{er}. En 2014, les mandataires occupant un emploi au sein de l'organisme et en fonction à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, sont évalués par le nouveau Gouvernement installé à la suite du renouvellement du Parlement.

L'article 264 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles International est applicable à la procédure d'évaluation visée à l'alinéa 1^{er}, moyennant les adaptations suivantes. Des rapports d'évaluation motivés doivent être adressés au nouveau Gouvernement dans les quinze jours de la demande adressée par le Ministre de la Fonction publique. Ces rapports sont établis, pour chaque mandataire, respectivement par l'intéressé lui-même et par le fonctionnaire général dirigeant. Le deuxième rapport d'évaluation est établi par le Gouvernement en fonction lors de l'entrée en vigueur du présent arrêté ou par l'organe de gestion de l'organisme, s'il en dispose d'un. Ce deuxième rapport d'évaluation est notifié au mandataire, qui, sans pouvoir demander à être entendu, dispose d'un délai de huit jours pour faire valoir, par écrit, ses observations. La proposition d'évaluation est faite par le nouveau Gouvernement et est notifiée au mandataire dans le mois de l'échéance de ce délai de huit jours. Dans les huit jours de la notification de la proposition d'évaluation autre que très favorable ou favorable par le Ministre de la Fonction publique, le mandataire peut introduire un recours auprès de la chambre de recours des fonctionnaires généraux et peut demander à être entendu. La chambre de recours rend son avis et le notifie dans les quinze jours de sa saisine. L'évaluation est adoptée par le nouveau Gouvernement dans le mois de la réception de cet avis.

Le deuxième rapport d'évaluation comprend les constats et appréciations du Gouvernement sortant sur la façon dont le mandataire a rempli sa mission et atteint ou non ses objectifs. Il ne comprend pas de proposition de mention d'évaluation.

Le nouveau Gouvernement procède à l'évaluation en attribuant une mention d'évaluation. Pour ce faire, il s'appuiera sur les éléments suivants :

- la lettre de mission du mandataire évalué;

- le plan opérationnel;

- le rapport d'évaluation établi par le mandataire lui-même;

- le rapport d'évaluation rédigé par le Gouvernement sortant;

- les éventuelles remarques fournies par le mandataire évalué sur ce rapport d'évaluation rédigé par le Gouvernement sortant.

Par dérogation à l'alinéa 3 du présent paragraphe, le fonctionnaire dirigeant de rang le plus élevé peut introduire un recours auprès de la chambre de recours des fonctionnaires généraux également en cas d'évaluation favorable, et peut demander à être entendu.

Par dérogation à l'alinéa 4 du présent paragraphe, pour le fonctionnaire dirigeant de rang le plus élevé, le deuxième rapport, rédigé par le Gouvernement sortant comporte une proposition de mention d'évaluation.

§ 2. L'évaluation visée au § 1^{er} peut donner lieu à l'attribution des mentions suivantes :

1^o « très favorable » : lorsque les objectifs stratégiques et opérationnels contenus dans le plan opérationnel auront soit été réalisés suffisamment et dans les délais prévus quantitativement et qualitativement, soit n'auront pas été réalisés suffisamment ou dans les délais prévus quantitativement ou qualitativement mais qu'il apparaît, sur la base des éléments de justification présentés par le mandataire, que cette situation est due à des circonstances imprévisibles ou indépendantes de lui-même. Il faudra en outre que le mandataire ait suffisamment contribué à l'établissement d'une relation de confiance avec le Gouvernement, ait fait preuve d'innovation et d'initiative, et ait suffisamment contribué au rayonnement de son service;

2° « favorable » : lorsque les objectifs stratégiques et opérationnels contenus dans le plan opérationnel auront soit été réalisés suffisamment et dans les délais prévus quantitativement et qualitativement, soit n'auront pas été réalisés suffisamment ou dans les délais prévus quantitativement ou qualitativement, mais qu'il apparaît, sur la base des éléments de justification présentés par le mandataire, que cette situation est due à des circonstances imprévisibles ou indépendantes de lui-même;

3° « réservée » : lorsque les objectifs stratégiques et opérationnels contenus dans le plan opérationnel n'auront été que trop partiellement réalisés quantitativement ou qualitativement, ou n'auront pas été réalisés dans les délais prévus;

4° « défavorable » : lorsque les objectifs stratégiques et opérationnels contenus dans le plan opérationnel n'auront été qu'insuffisamment réalisés quantitativement ou qualitativement, ou n'auront pas été réalisés dans les délais prévus.

§ 3. Le mandataire auquel est attribuée, en application du § 1^{er}, une évaluation très favorable est automatiquement versé dans le pool des candidats visé à l'article 341/8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, tel qu'inséré par le présent arrêté. Il est, à sa demande, automatiquement reconduit dans son mandat. Au terme de ce nouveau mandat, s'il dispose d'une expérience professionnelle de 20 ans dans le secteur privé ou public, il est nommé définitivement à un grade de rang immédiatement inférieur à celui de la fonction qu'il exerçait dans le cadre de ce mandat, pour autant qu'il ne bénéficiait pas d'une nomination à un grade de rang supérieur préalablement à sa désignation comme mandataire. S'il ne bénéficie pas des années d'expérience requises et qu'il n'est ni agent des services du Gouvernement ou d'un organisme ni bénéficiaire d'un quelconque congé lui permettant de réintégrer son précédent emploi, le mandataire bénéficie des avantages prévus à l'article 290.

§ 4. Le mandataire auquel est attribuée, en application du § 1^{er}, une évaluation favorable est automatiquement versé dans le pool des candidats visé à l'article 341/8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, tel qu'inséré par le présent arrêté. Il peut, à l'occasion de la première application du présent arrêté, poser sa candidature à tout emploi à pourvoir par mandat déclaré vacant. Au terme de ce nouveau mandat, s'il dispose d'une expérience professionnelle de vingt ans dans le secteur privé ou public, il est nommé définitivement à un grade de rang immédiatement inférieur à celui de la fonction exercée dans le cadre de ce mandat, pour autant qu'il ne bénéficiait pas d'une nomination à un grade de rang supérieur préalablement à sa désignation comme mandataire.

Si après avoir déposé sa candidature, à l'occasion de la première application du présent arrêté, il n'est pas désigné pour un nouveau mandat, et qu'il dispose d'une expérience de vingt ans dans le secteur privé ou public, il est nommé définitivement à un grade de rang immédiatement inférieur, à celui qu'il occupait lors de son dernier mandat, pour autant qu'il ne bénéficiait pas d'une nomination à un grade de rang supérieur préalablement à sa désignation comme mandataire. Il se voit confier une mission en rapport avec son rang par le Gouvernement.

S'il ne bénéficie pas des années d'expérience requises et qu'il n'est ni agent des services du Gouvernement ou d'un organisme ni bénéficiaire d'un quelconque congé lui permettant de réintégrer son précédent emploi, le mandataire bénéficie des avantages prévus à l'article 290.

§ 5. Le mandataire auquel est attribuée, en application du § 1^{er}, une évaluation réservée ne peut, à l'occasion de la première application du présent arrêté, être désigné pour exercer par mandat l'emploi qu'il occupait jusqu'alors, ou un emploi de rang supérieur.

S'il n'est ni agent des services du Gouvernement ou d'un organisme ni bénéficiaire d'un quelconque congé lui permettant de réintégrer son précédent emploi, le mandataire bénéficie des avantages prévus à l'article 290.

§ 6. Le mandataire auquel est attribuée, en application du § 1^{er}, une évaluation défavorable ne peut être désigné dans un emploi à pourvoir par mandat à l'occasion de la première application du présent arrêté ni exercer un tel emploi avant le 31 décembre 2019.

§ 7. Lorsqu'en application du § 3, un mandataire est reconduit dans le même emploi, la déclaration de vacance est retirée de plein droit.

Art. 7. A l'occasion de la première application du présent arrêté par le nouveau Gouvernement visé à l'article 6, § 1^{er}, la désignation des mandataires de l'organisme interviendra au plus tard le 31 décembre 2014.

A cette occasion, la condition définie à l'article 270 de l'arrêté du Gouvernement wallon fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles International du 5 décembre 2008, tel que modifié par le présent arrêté, devra être remplie par les candidats à un emploi à pourvoir par mandat, au plus tard le 1^{er} décembre 2014 pour le fonctionnaire général dirigeant de l'organisme.

Art. 8. § 1^{er}. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, l'article 1^{er} du présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 2014.

Cependant, les nouveaux articles 271/1 à 271/7 de l'arrêté du Gouvernement wallon fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles International du 5 décembre 2008, insérés par l'effet de l'article 1^{er} du présent arrêté, et les nouveaux articles 269, 278 et 285 de l'arrêté précité, tel que modifié par l'effet de la même disposition du présent arrêté, entrent en vigueur le jour de la publication de celui-ci au *Moniteur belge*.

Jusqu'à l'entrée en vigueur de l'article 1^{er} du présent arrêté comme prévu à l'alinéa 1^{er}, les articles 271/1 à 271/7 précités forment, au sein du Titre II du Livre II du même arrêté, un Chapitre 1^{er}*bis* intitulé « Certificat de Management public ».

Art. 9. Le Ministre-Président et le Ministre de la Fonction publique sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 13 décembre 2012.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/200910]

13. DEZEMBER 2012 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Änderung der Regelung der Mandate der Generalbeamten von «Wallonie-Bruxelles International»

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Zusammenarbeitsabkommens vom 20. März 2008 zwischen der Französischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-Hauptstadt zur Bildung einer gemeinsamen Körperschaft für die internationalen Beziehungen "Wallonie-Bruxelles", insbesondere der Artikel 3 und 4;

Aufgrund des Dekrets vom 8. Mai 2008 zur Zustimmung, was die Angelegenheiten betrifft, die durch die Französische Gemeinschaft übertragen wurden, zu dem am 20. März 2008 abgeschlossenen Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Französischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-Hauptstadt zur Bildung einer gemeinsamen Körperschaft für die internationalen Beziehungen "Wallonie-Bruxelles";

Aufgrund des Dekrets vom 8. Mai 2008 zur Zustimmung zu dem am 20. März 2008 abgeschlossenen Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Französischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-Hauptstadt zur Bildung einer gemeinsamen Körperschaft für internationale Beziehungen "Wallonie-Bruxelles";

Aufgrund des am 20. September 2012 abgeschlossenen Zusammenarbeitsabkommens zwischen der Wallonischen Regierung und der Regierung der französischen Gemeinschaft über das Zeugnis für Public Management für den Zugang zu den der Mandatsregelung unterliegenden Stellen innerhalb der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts des Personals von Wallonie Bruxelles International;

Aufgrund des am 14. Juni 2012 gegebenen Einverständnisses des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Aufgrund des am 14. Juni 2012 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 14. Juni 2012 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 22. Juni 2012 aufgestellten Protokolls Nr. 578 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des am 7. November 2012 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 52.232/2 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Minister-Präsidenten und des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Mandatsregelung

Artikel 1 - Im Buch II des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts des Personals von "Wallonie Bruxelles International", wird der Titel II, der die Artikel 269 bis 290 umfasst, durch Folgendes ersetzt:

"Titel II — Die Mandatsregelung**KAPITEL I — Anwendungsbereich und Zugangsbedingungen**

Art. 269 - Die Stellen als leitender Beamter und als beigeordneter leitender Beamter des Dienstrangs A2 werden gemäß den Bestimmungen vorliegenden Buches per Mandat zugeteilt.

Art. 270 - Der Bewerber für ein Mandat muss spätestens nach Ablauf der für die Einreichung der Bewerbungen vorgesehenen Frist Mitglied des in Artikel 271/8 erwähnten Pools von Kandidaten sein.

Art. 271 - In Abweichung von Artikel 19 darf niemand für ein Mandat bezeichnet werden, wenn er nicht folgende Bedingungen erfüllt:

1° einen mit den Anforderungen der Funktion übereinstimmenden Lebenswandel haben;

2° im Besitz der zivilen und politischen Rechte sein;

3° nicht unter der Wirkung einer endgültigen und nicht gelöschten Disziplinarstrafe sein;

4° den Milizgesetzen genügen;

5° den Besitz der erforderlichen medizinischen Eignung für das auszuübende Amt nachweisen;

6° nicht Inhaber eines politischen Mandats sein, das für einen Bediensteten einen von Amts wegen gewährten politischen Urlaub von mehr als vier Tagen im Monat voraussetzt;

7° nicht Inhaber eines der folgenden politischen Mandate sein: Schöffe, Bürgermeister oder Vorsitzender des Sozialhilferats;

8° keine Dienstbefreiungen oder nicht obligatorischen politischen Urlaube in Anwendung der Artikel 409 und 410 in Anspruch nehmen, die dem von Amts wegen gewährten politischen Urlaub hinzugezählt zu einer Überschreitung von insgesamt vier Werktagen Abwesenheit pro Monat führen würden.

KAPITEL II — Auswahl und Benennung**Abschnitt 1 — Zeugnis für Public Management**

Art. 271/1 - § 1. Das Zeugnis für Public Management wird nach dem erfolgreichen Abschluss der infolge der durch das am 10. November 2011 zwischen der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region abgeschlossene Zusammenarbeitsabkommen zur Gründung einer der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft gemeinsamen Schule für öffentliche Verwaltung vorgesehenen Ausbildung organisierten Prüfung ausgestellt.

§ 2. Die Ausbildung besteht aus einem interuniversitären Zeugnis des Executive Masters in Public Management oder aus einem in Artikel 6, § 1, 6° des Dekrets der französischen Gemeinschaft vom 31. März 2004 zur Definition des Hochschulunterrichts, zur Förderung seiner Integration in den europäischen Raum des Hochschulwesens und zur Refinanzierung der Universitäten erwähnten interuniversitären Zeugnis in Public Management: das "interuniversitäre Zeugnis". Das interuniversitäre Zeugnis wird von den Universitäten der französischen Gemeinschaft verliehen.

Das Zeugnis für Public Management wird in Zyklen organisiert. Ein Zyklus bezeichnet eine Gesamtheit, die sich aus folgenden Elementen zusammensetzt:

- dem in Artikel 271/4, § 2 erwähnten Wettbewerbsverfahren für den Zugang zu der Ausbildung;
- den Kursen, Fallstudien, praktischen Arbeiten, Seminaren, Diplomabschlussarbeiten und Prüfungen, die zur Ausstellung des interuniversitären Zeugnisses führen;
- der in Artikel 271/7 erwähnten Prüfung.

§ 3. Auf Vorschlag der Schule für öffentliche Verwaltung, die im Einvernehmen mit den Universitäten handelt, legt die Regierung das Programm des interuniversitären Zeugnisses fest, das zum Erhalt des Zeugnisses für Public Management erforderlich ist. Dieses Programm enthält die Zielsetzungen der Kurse und das Profil der damit beauftragten Lehrpersonen.

§ 4. Das Programm des interuniversitären Zeugnisses ist fächerübergreifend und von hohem Niveau. Es zielt darauf ab, die Eignungen im Public Management zu entwickeln und die Bewerber mit den für die Ausübung eines Mandats erforderlichen Fähigkeiten auszustatten. Unter Vorbehalt gewisser theoretischer Zusätze ist es hauptsächlich auf die praktische Ausbildung ausgerichtet, die sich auf eine interaktive Pädagogik stützt, durch die die persönliche Miteinbeziehung der Teilnehmer gefördert wird. Es enthält die Fallstudien und Analysen von Akten, die auf der administrativen Realität basieren. Im theoretischen und praktischen Unterricht wird auf die konkreten Probleme, die bei der Verwaltung der öffentlichen Dienststellen aufgetaucht sind, und auf die Lösungen, die dafür gefunden werden können, Nachdruck gelegt.

Das Programm des interuniversitären Zeugnisses enthält mindestens folgende Fächer:

- Ethik und Werte des öffentlichen Dienstes;
- strategisches Management der Organisation;
- Management der Qualität, des Wandels, der Kreativität und der Innovation;
- Verwaltung der menschlichen Ressourcen;
- Dialog und soziale Beziehungen;
- Kommunikation;
- europäische Politik;
- Modernisierung der Verwaltung;
- Management und Führungsqualitäten;
- Staatswirtschaft;
- öffentliche Finanzen, Steuerwesen und öffentliche Buchführung;
- öffentliche Aufträge.

Zum Programm des interuniversitären Zeugnisses gehört die Ausarbeitung durch jeden Bewerber einer schriftlichen Diplomabschlussarbeit. Diese Abschlussarbeit besteht aus einer eingehenden Studie eines ressortübergreifenden praktischen Falls. Dieser Fall wird vorher gemeinsam von der Schule und den Universitäten genehmigt.

§ 5. Das Unterrichtsvolumen des interuniversitären Zeugnisses beträgt mindestens zweihundertvierzig Stunden. Die der Abschlussarbeit gewidmeten Stunden sind nicht in den zweihundertvierzig Stunden enthalten.

Art. 271/2 - Niemand hat Zugang zu dem Zyklus zum Erhalt des Zeugnisses für Public Management, wenn er nicht nach Ablauf der in Artikel 271/3, § 3 für die Einreichung der Bewerbungen vorgesehenen Frist folgende Bedingungen erfüllt:

1° Inhaber eines Diploms sein, das den Zugang zur Stufe A eröffnet, oder eine Prüfung im Wettbewerbsverfahren für den Aufstieg in die Stufe A oder in eine gleichwertige Stufe bestanden haben, oder Inhaber eines Zeugnisses von außerhalb des Diploms, das den Zugang zur Stufe A eröffnet, erworbenen Kompetenzen sein, wobei dieses Zeugnis von der Schule für öffentliche Verwaltung oder von einem anderen, durch die Regierung bezeichneten Organ ausgestellt oder anerkannt wird;

2° eine Berufserfahrung von mindestens acht Jahren in einem Amt der Stufe A oder einem gleichwertigen Amt geltend machen können, worunter 2 Jahre Berufserfahrung in Team-Management oder Projektführung.

Art. 271/3 - § 1. Jeder Zyklus muss vorher von der Schule für öffentliche Verwaltung angekündigt und vom SELOR wenigstens im *Belgischen Staatsblatt*, in zwei in französischer Sprache herausgegebenen Titeln der belgischen Tagespresse und auf den Internet-Webseiten des SELOR veröffentlicht werden.

§ 2. Diese Ankündigung enthält mindestens folgende Elemente:

- die Zugangsbedingungen sowie die Höchstanzahl der Personen, die am Zyklus teilnehmen;
- die Identität der Dienststellen und/oder Personen, bei denen die Bewerbungsakte abgeholt werden kann und die den Bewerbern jede nützliche Auskunft über die Ausbildung erteilen können;
- die Informationen und/oder Unterlagen, die in der Bewerbungsakte enthalten sein müssen;
- die Frist und die Modalitäten zur Einreichung der Bewerbungen.

§ 3. Die Frist zur Einreichung der Bewerbungen wird vom SELOR festgelegt und darf weder unter zwanzig Tagen liegen, noch zwei Monate überschreiten. Sie beginnt am Tag nach der Veröffentlichung der in § 2 erwähnten Ankündigung im *Belgischen Staatsblatt*. Falls diese Frist nicht berücksichtigt wird, ist die Bewerbung unzulässig.

Die in dem vorhergehenden Absatz erwähnte Frist wird zwischen dem 15. Juli und dem 15. August ausgesetzt.

§ 4. Die Bewerbungen werden auf elektronischem Wege an das SELOR gerichtet.

§ 5. Das SELOR überprüft die Zulässigkeit der Bewerbungen.

Art. 271/4 - § 1. Da das interuniversitäre Zeugnis die Ausstellung des Zeugnisses für Public Management voraussetzt, ist es einer beschränkten Anzahl Teilnehmern zugänglich. Für jeden Zyklus wird diese Anzahl vorher von der Regierung festgelegt, nachdem die Schule für Public Management innerhalb von dreißig Tagen ab dem Antrag ihr Gutachten abgegeben hat. Andernfalls gilt das Gutachten als günstig.

§ 2. Wenn die Anzahl der Bewerber die in Anwendung des § 1 festgelegte Anzahl überschreitet, legen die Bewerber eine Wettbewerbsprüfung ab, die in einer schriftlichen kritischen Analyse praktischer Situationen besteht. Diese Prüfung besteht nicht in einem Test in Form einer elektronischen Postkorbübung.

Die Prüfungen können informatisiert sein und EDV-gestützte Mittel oder Multimediainstrumente heranziehen. Ihre Korrektur kann automatisiert erfolgen.

Die Schule erstellt einen Entwurf des Programms des Wettbewerbsverfahrens, der vom SELOR für gültig erklärt wird. Das Programm des Wettbewerbsverfahrens wird anschließend von der Regierung genehmigt.

§ 3. Es werden nur die Bewerber zugelassen, an der Ausbildung teilzunehmen, die die in § 2 erwähnte Prüfung bestanden haben und die im Hinblick auf die von der Regierung auf Vorschlag der Schule festgelegte Anzahl Teilnehmer günstig eingestuft sind. Wenn zwei oder mehrere Bewerber in dem Dienstrang entsprechend dieser Anzahl punktgleich eingestuft sind, werden sie alle zugelassen, um an der Ausbildung teilzunehmen. Das SELOR erklärt die Ergebnisse des Wettbewerbs für gültig.

Art. 271/5 - § 1. Jeder Bewerber, der zugelassen ist, um an dem interuniversitären Zeugnis teilzunehmen, kann beim Prüfungsausschuss dieses Zeugnisses beantragen, von einem oder mehreren Kursen und von den diesen Kursen entsprechenden Bewertungen befreit zu werden, auch wenn diese Bewertungen in der Form einer Prüfung organisiert werden, die mehrere Kurse oder Fächer mit einschließen. Für die praktischen Unterrichte und die Durchführung einer Diplomabschlussarbeit kann keine Befreiung gewährt werden.

Von einem Kursus kann derjenige Bewerber befreit werden, der den Nachweis erbringt, dass er einen Kursus oder eine Ausbildung, der bzw. die mit dem- oder derjenigen gleichwertig ist, für den bzw. die er eine Befreiung beantragt, erfolgreich abgelegt hat.

Ein Bewerber kann unter denselben Bedingungen eine Befreiung erhalten, wenn er erwiesene Fähigkeiten geltend machen kann, die mit dem betreffenden Kursus offensichtlich in Zusammenhang stehen. Der Prüfungsausschuss des interuniversitären Zeugnisses fasst seinen Beschluss selbstständig und auf kollegiale Weise.

Art. 271/6 - Unter begründeten Umständen kann der Prüfungsausschuss des interuniversitären Zeugnisses den Bewerbern erlauben, dieses auf höchstens zwei Jahre zu erstrecken.

Art. 271/7 - § 1. Für jeden Zyklus wird vom SELOR und im Einvernehmen mit der Schule ein Prüfungsausschuss im Hinblick auf die in § 2 erwähnte Prüfung zusammengesetzt. Dieser Prüfungsausschuss besteht aus:

- dem geschäftsführenden Verwalter des SELOR oder seinem Beauftragten, der den Vorsitz des Prüfungsausschusses führt;

- zwei aufgrund ihrer Eigenschaft als Sachverständige benannten Mitgliedern, die über unbestreitbare Fachkenntnisse im Bereich des Managements oder der menschlichen Ressourcen verfügen und die außerhalb der Dienststellen der Wallonischen Regierung, der Einrichtungen, der Dienststellen der französischen Gemeinschaft und der ministeriellen Kabinette gewählt werden. Falls ein derart benanntes Mitglied nicht verfügbar ist, bezeichnet das SELOR einen Stellvertreter aus einer Liste, die es zu Beginn eines jeden Zyklus erstellt hat und in der vier Mitglieder eingetragen sind, die dieselben Eigenschaften aufweisen wie die effektiven Mitglieder;

- zwei amtierenden Mandatträgern, die unter den Inhabern einer Stelle des Dienstrangs 17, 16+ oder 16 in den Dienststellen der französischen Gemeinschaft oder einer Stelle des Dienstrangs A1 oder A2 in den Dienststellen der Wallonischen Regierung oder den Einrichtungen benannt werden. Falls ein derart benannter Mandatsträger nicht verfügbar ist, bezeichnet das SELOR einen Stellvertreter aus einer Liste, die es zu Beginn eines jeden Zyklus erstellt hat und in der vier Mandatsträger eingetragen sind, die Inhaber einer Stelle des Dienstrangs 17, 16+ oder 16 in den Dienststellen der französischen Gemeinschaft oder einer Stelle des Dienstrangs A1 oder A2 in den Dienststellen der Wallonischen Regierung oder den Einrichtungen sind.

§ 2. Die Schule stellt das Zeugnis für Public Management allen erfolgreichen Teilnehmern des in Artikel 271/4 erwähnten Wettbewerbs aus, die Inhaber des interuniversitären Zeugnisses sind und die ebenfalls die am Ende jedes Zyklus organisierte Prüfung bestanden haben.

Diese Prüfung besteht in einer mündlichen Prüfung, die zum Zweck hat, die für die Ausübung eines Amtes im Bereich des Managements erforderlichen Eignungen zu bewerten.

Der Prüfungsausschuss fasst mit einer Zweidrittelmehrheit der anwesenden Mitglieder einen Beschluss über den erfolgreichen Prüfungsabschluss der Bewerber.

Die Bewerber, die die Prüfung bestanden haben, werden nicht eingestuft und erhalten keinen Vermerk.

Die Bewerber, die die Prüfung nicht bestanden haben, können sie frühestens ein Jahr nach dem Prüfungsdatum wieder ablegen.

§ 3. Der Prüfungsausschuss erstellt eine Regelung, in der die konkrete und materielle Organisation der Prüfung festgelegt wird.

Abschnitt 2 — Bildung eines Pools von Kandidaten

Art. 271/8 - Es wird ein Pool von Kandidaten zur Ausübung eines Mandats im Sinne des vorliegenden Titels gebildet.

Nur die Mitglieder dieses Pools können ihre Bewerbung für eine durch Mandat zu besetzende Stelle einreichen.

Der Pool von Kandidaten für ein Mandat besteht aus:

1° den Inhabern des Zeugnisses für Public Management;

2° den Mandatträgern innerhalb der in Artikel 1 erwähnten Dienststellen der Regierung und der Einrichtungen, die am Tag des Inkrafttretens des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. September 2012 zur Änderung der Regelung der Mandaten der Generalbeamten der Dienststellen der Regierung und bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Region unterstehen, im Amt sind oder für die die Stelle als zu besetzen erklärt und das Anwerbsverfahren am Tag dieses Inkrafttretens eingeleitet worden ist, und die bei der in Anwendung des Artikels 10 desselben Erlasses durchgeführten Bewertung den Vermerk "sehr günstig" oder "günstig" erhalten haben;

3° den Mitgliedern des durch Artikel 14 des Erlasses der Regierung der Französischen Gemeinschaft vom 20. September 2012 zur Einführung eines Systems von Mandaten für die Generalbeamten der Dienststellen der Regierung der Französischen Gemeinschaft und der Einrichtungen öffentlichen Interesses, die dem Sektorenausschuss XVII unterstehen, eingerichteten Pools von Kandidaten zur Ausübung eines Mandats;

4° den Mandatträgern innerhalb von Wallonie-Bruxelles International, die am Tag des Inkrafttretens des Erlasses der Wallonischen Regierung und des Erlasses der Regierung der französischen Gemeinschaft zur Änderung der Regelung der Mandate der Generalbeamten von Wallonie-Bruxelles International im Amt sind oder für die die Stelle als zu besetzen erklärt und das Anwerbsverfahren am Tag dieses Inkrafttretens eingeleitet worden ist, und die bei der von der infolge der Einrichtung des Parlaments bezeichneten Regierung durchgeführten Bewertung den Vermerk "sehr günstig" oder "günstig" erhalten haben;

5° den Mandatträgern innerhalb der Schule für öffentliche Verwaltung, die am Tag des Inkrafttretens des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. September 2012 zur Änderung der Regelung der Mandate der Generalbeamten der Dienststellen der Regierung und bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Region unterstehen, im Amt sind und die bei der in Anwendung des Artikels 10 desselben Erlasses durchgeführten Bewertung den Vermerk "sehr günstig" oder "günstig" erhalten haben;

6° dem beigeordneten Generalverwalter des FOREm, der bei der in Anwendung des Artikels 10 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. September 2012 zur Änderung der Regelung der Mandate der Generalbeamten der Dienststellen der Regierung und bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Region unterstehen, durchgeführten Bewertung den Vermerk "sehr günstig" oder "günstig" erhalten hat;

7° dem beigeordneten Generalverwalter von Wallonie-Bruxelles International, der bei der in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung und des Erlasses der Regierung der französischen Gemeinschaft zur Änderung der Regelung der Mandate der Generalbeamten von Wallonie-Bruxelles International von der infolge der Einrichtung des Parlaments bezeichneten Regierung durchgeführten Bewertung den Vermerk "sehr günstig" oder "günstig" erhalten hat.

Die Mitglieder des Pools werden nicht eingestuft. Ihre Liste wird in alphabetischer Reihenfolge aufgestellt. Diese Liste wird von der Schule für öffentliche Verwaltung geführt. Die Mitglieder des Pools sind verpflichtet, schriftlich jede Änderung ihrer Personalien zuzustellen.

Durch die Zugehörigkeit zum Pool wird kein anderes Recht eingeräumt als das Recht, eine Bewerbung für eine durch Mandat zu besetzende Stelle einreichen zu dürfen. Sie gibt kein Anrecht auf irgendeine Art von Besoldung oder Entlohnung.

Abschnitt 3 — Offenerklärungen der Stellen und Aufgabenbeschreibungen

Art. 272 - § 1. Die durch Mandate zu besetzenden Stellen werden von der Regierung spätestens sechs Wochen nach der Eidesleistung ihrer Mitglieder, die unmittelbar auf die Erneuerung des Parlaments folgt, als zu besetzen erklärt.

§ 2. Für jede durch ein Mandat zu besetzende Stelle erstellt die Regierung gleichzeitig mit der Erklärung, dass diese zu besetzen ist, eine Aufgabenbeschreibung.

Die Entwürfe der Aufgabenbeschreibungen werden der Regierung spätestens drei Wochen nach der Eidesleistung der Regierungsmitglieder, die unmittelbar auf die Erneuerung des Parlaments folgt, vom Direktionsausschuss der Einrichtung vorgeschlagen. Die Regierung genehmigt die Entwürfe der Aufgabenbeschreibungen. In Ermangelung eines Vorschlags innerhalb dieser Frist erstellt die Regierung die Aufgabenbeschreibungen selbst.

§ 3. Die Aufgabenbeschreibung enthält folgende Elemente:

1° die Funktionsbeschreibung und das Kompetenzprofil für die zu besetzende Stelle;

2° die für die verschiedenen Aufgaben zu erreichenden strategischen Zielsetzungen, insbesondere auf der Grundlage der regional- und gemeinschaftspolitischen Erklärungen, und die im Strategiepapier zur internationalen Politik dargelegten politischen Zielsetzungen;

3° die Bestimmung der Verwaltungsaufgaben, die dem Mandatsträger zukommen;

4° die zugeteilten Haushaltsmittel und zur Verfügung gestellten menschlichen Ressourcen.

Art. 273 - § 1. Unverzüglich nach der in Artikel 272, § 1 erwähnten Erklärung, dass die Stelle zu besetzen ist, erlässt die Regierung den Aufruf an die Bewerber durch eine Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* und auf den Internet-Webseiten der Regierung, sowie durch Mitteilung per elektronische Post an jedes der Mitglieder des Pools von Kandidaten, und zwar auf der Grundlage der Daten, die diese der Schule für öffentliche Verwaltung übermittelt haben.

In diesem Bewerberaufruf werden für jede der betreffenden Stellen folgende Angaben gemacht:

1° der Modus und das äußerste Datum zur Einreichung der Bewerbungen;

2° die Unterlagen, die die Bewerberakte unter Gefahr der Nichtigkeit enthalten muss;

3° die Dienststelle, bei der die Aufgabenbeschreibung erhältlich ist.

§ 2. Während eines Zeitraums von 9 Monaten nach der Eidesleistung der Regierungsmitglieder, die unmittelbar auf die Erneuerung des Parlaments folgt, kann jedes Mitglied des Pools von Kandidaten seine Bewerbung für höchstens vier durch Mandat zu besetzende Stellen innerhalb der Dienststellen der Regierung, der Einrichtungen, von Wallonie-Bruxelles International oder der Schule für öffentliche Verwaltung und für höchstens vier durch Mandat zu besetzende Stellen innerhalb der Dienststellen der französischen Gemeinschaft einreichen.

Die Bewerbungen müssen spätestens einen Monat nach der Offenerklärung der betroffenen Stellen beim Minister für den öffentlichen Dienst eingereicht werden.

Die Bewerbungen müssen per Einschreiben eingereicht werden und Folgendes enthalten:

1° einen Lebenslauf, der eine Darlegung der Zeugnisse und Verdienste enthält und der auf der Grundlage des von der Regierung festgelegten Musters erstellt wird;

2° ein Motivationsschreiben für jede Stelle, für die eine Bewerbung eingereicht wird, das insbesondere die Beschreibung der strategischen Vision des Bewerbers und die Darlegung der Art und Weise, wie er die Ausübung des Mandats in Aussicht nimmt, enthält.

Der Bewerber, der in seiner gegenwärtigen Stelle einer Disziplinarordnung unterliegt, fügt seiner Bewerbung eine Bescheinigung über den Stand seiner Disziplinarakte bei.

Abschnitt 4 — Benennung

Art. 274 - Für jede durch Mandat zu besetzende Stelle überprüft die Regierung die von den Bewerbern eingereichten Akten. Sie nimmt den Vergleich der Bewerbungen vor, wobei sie die Zeugnisse und Verdienste, sowie den Inhalt des Motivationsschreibens eines jeden Bewerbers berücksichtigt, und dies im Hinblick auf die sich auf die zu besetzende Stelle beziehende Aufgabe.

Spätestens drei Monate nachdem die zu besetzenden Stellen für offen erklärt wurden, ernennt die Regierung zeitweilig für jede Stelle den Bewerber, den sie in aller Zuversicht für die Ausübung des Amtes als am geeignetsten erachtet.

Art. 275 - Im Falle eines Rücktritts der Regierung in Anwendung des Artikels 71 oder des Artikels 72 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, kann die neue Regierung beschließen, die per Mandat zugeteilten Stellen als zu besetzen zu erklären. In diesem Fall enden die laufenden Mandate von Rechts wegen am Tag der Benennung der neuen Mandatsträger.

In den in Absatz 1 erwähnten Fällen werden die durch Mandat zu besetzenden Stellen von der neuen Regierung spätestens sechs Wochen nach ihrer Eidesleistung als zu besetzen erklärt. Die Bewerbungen müssen spätestens einen Monat nach der Offenerklärung der Stellen eingereicht und die Mandatsträger spätestens drei Monate nach Ablauf der für die Einreichung der Bewerbungen vorgesehenen Frist benannt werden.

Abschnitt 5 — Operativer Plan und Zielsetzungsvertrag

Art. 276 - § 1. Die Mandatsträger übermitteln der Regierung den Entwurf eines operativen Plans, in dem die Aufgabenbeschreibung eingesetzt wird, zur Genehmigung.

Der operative Plan wird auf der Grundlage eines von der Regierung genehmigten Musters auf Gutachten des Kollegiums der leitenden Generalbeamten aufgestellt.

Der operative Plan stellt ein zusammenfassendes Dokument dar, das auf der Grundlage messbarer Elemente aufgestellt wird.

Bei Unstimmigkeit zwischen dem oder den funktionellen Ministern und dem Mandatsträger über den Entwurf des operativen Plans genehmigt die Regierung den operativen Plan endgültig.

§ 2. Die Entwürfe des operativen Plans werden der Regierung innerhalb von drei Monaten ab ihrer Benennung übermittelt.

Art. 277 - Wenn die in Artikel 272, § 3, 2^o, 3 und 4^o erwähnten Elemente der Aufgabenbeschreibung geändert werden, wird der operative Plan gemäß dem in Artikel 276 erwähnten Verfahren revidiert.

Wenn die Bewertung des Mandatsträgers gemäß Artikel 276 stattgefunden hat, kann der operative Plan auf Anfrage der Regierung gemäß dem in Art. 276 erwähnten Verfahren revidiert werden.

Der Mandatsträger kann beantragen, dass der operative Plan revidiert wird, wenn die zugeteilten Haushaltsmittel und menschlichen Ressourcen oder anderen grundlegenden Elemente der Aufgabenbeschreibung wesentlich geändert werden. Diese Revision des Plans oder Vertrags erfolgt gemäß dem in Artikel 276 vorgesehenen Verfahren.

KAPITEL III — Dauer des Mandats

Art. 278 - Die Mandate enden am 31. Dezember des Jahres im Laufe dessen die Eidesleistung der neuen Regierungsmitglieder, die unmittelbar auf die Erneuerung des Parlaments folgen, stattgefunden hat.

Nach Ablauf der auf diese Weise festgelegten Frist legt der Mandatsträger sein Amt von Rechts wegen nieder.

Falls jedoch nach Ablauf dieser Frist kein neuer Mandatsträger benannt worden ist, wird das Mandat des amtierenden Mandatsträgers bis zum 31. März des Jahres, das auf dasjenige folgt, im Laufe dessen die Eidesleistung der neuen Regierungsmitglieder, die unmittelbar auf die Erneuerung des Parlaments folgen, stattgefunden hat, verlängert.

Wenn nach Ende dieser ersten Verlängerung kein neuer Mandatsträger benannt worden ist, kann die Regierung durch einen mit Gründen versehenen Beschluss das Mandat für einen zusätzlichen Zeitraum um einen von ihr festgelegten Zeitraum verlängern.

Das in Absatz 1 vorgesehene Ablaufdatum des Mandats ist auch dann anwendbar, wenn das laufende Mandat nach dem 31. Dezember des Jahres im Laufe dessen die Eidesleistung der Regierungsmitglieder, die unmittelbar auf die Erneuerung des Parlaments folgen, stattgefunden hat, zugeteilt worden ist.

Der vorliegende Artikel ist unbeschadet der gesetzlichen Regeln zur Festlegung des Alters, in dem die Bediensteten durch die bloße Tatsache, es erreicht zu haben, von Amts wegen in den Ruhestand versetzt werden, anwendbar.

Art. 279 - § 1. Das Mandat endet in folgenden Fällen vorzeitig:

- 1^o freiwilliger Rücktritt des Mandatsträgers;
- 2^o Eintreten eines in Artikel 23 des Königlichen Erlasses zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze erwähnten Ereignisses, das für einen Bediensteten den Verlust seiner Eigenschaft als Bediensteter nach sich zieht;
- 3^o Nichteinhaltung seitens des Mandatsträgers der Unvereinbarkeitsregelung, wie sie in Artikel 282 organisiert wird;
- 4^o endgültige Disziplinarstrafe durch Entlassung von Amts wegen oder durch Abberufung;
- 5^o einstweilige Amtsenthebung von mehr als sechs Monaten im Interesse des Dienstes;
- 6^o ungünstige Bewertung im Laufe des Mandats oder zwei aufeinanderfolgende vorbehaltliche Bewertungen im Laufe des Mandats;
- 7^o Versetzung in den Ruhestand;
- 8^o Inanspruchnahme eines von Amts wegen gewährten politischen Urlaubs von mehr als vier Tagen im Monat;
- 9^o Benennung des Mandatsträgers zur Ausübung des Amtes als Bürgermeister, Schöffe oder Vorsitzender des Sozialhilferats;
- 10^o Inanspruchnahme von Dienstbefreiungen oder nicht obligatorischen politischen Urlauben, die dem von Amts wegen gewährten politischen Urlaub hinzugezählt zu einer Überschreitung von insgesamt vier Werktagen Abwesenheit pro Monat führen würden, in Anwendung der Regelung bezüglich des politischen Urlaubs.

In Anwendung des Absatzes 1, 3^o und wenn die Regierung der Ansicht ist, dass eine Tätigkeit, Beschäftigung oder ein in Artikel 282, 2^o und 3^o erwähntes Verhalten nicht mit dem Mandat vereinbar ist, gibt sie dem Mandatsträger, bevor sie seinem Mandat ein Ende setzt, die Möglichkeit, innerhalb von einem Monat die besagte Tätigkeit oder das besagte Verhalten zu beenden.

Außerdem kann die Behörde dem Mandat wegen Krankheit von einer ununterbrochenen Dauer von mindestens sechs Monaten während des laufenden Mandats ein Ende setzen.

Jedes Rücktrittsangebot setzt eine Kündigungsfrist von sechs Monaten voraus, außer im Falle einer kürzeren Dauer, die im Einvernehmen zwischen dem Mandatsträger und dem(den) Minister(n) bestimmt wird.

§ 2. Die Benennung eines neuen Mandatsträgers erfolgt durch die Benennung eines anderen Bewerbers, der sich entweder im Laufe des vorhergehenden Bewerbungsaufrufs oder infolge eines neuen Bewerbungsaufrufs beworben hat. In dem letzten Fall legt die Regierung das äußerste Datum zur Einreichung der Bewerbungen fest.

Art. 280 - § 1. Die Regierung kann einen Bediensteten desselben Rahmens bezeichnen, indem sie vorrangig Bedienstete, die Mitglieder des in Artikel 271/8 erwähnten Pools sind, heranzieht, um die höheren Funktionen für einen Zeitraum von höchstens zwölf Monaten in folgenden Fällen auszuüben :

- 1^o Abwesenheit des Mandatsträgers seit mehr als zwei Monaten;
- 2^o vorhersehbare Abwesenheit des Mandatsträgers für einen Zeitraum von mindestens zwei Monaten;
- 3^o Ende des Mandats in Erwartung der Benennung eines neuen Mandatsträgers.

Jeder für die Ausübung höherer Funktionen benannte Bedienstete muss eine berufliche Erfahrung von acht Jahren in der Stufe 1 oder einer gleichwertigen Stufe nachweisen können, worunter zwei Jahre im Dienstrang A4 oder einem gleichwertigen Dienstrang.

§ 2. Im Falle der Benennung eines Mandatträgers zur Ausübung der höheren Funktionen wird das Mandat für die gesamte Dauer der höheren Funktionen ausgesetzt.

Der zur Ausübung der höheren Funktionen benannte Mandatsträger behält seine Entlohnung als Mandatsträger im Sinne des Artikels 285.

KAPITEL IV — *Verwaltungs- und Besoldungslage*

Abschnitt 1 — Ausübung des Mandats

Art. 281 - Das Mandat wird im Rahmen eines zeitweiligen statutarischen Verhältnisses ausgeübt. Es gibt keinen Anspruch auf endgültige Ernennung zu dem Amt, das es verleiht.

Der Mandatsträger übt sein Mandat als Vollzeitbeschäftigung aus.

Art. 282 - Während der Dauer des Mandats ist es dem Mandatsträger nicht erlaubt:

- 1° jegliches Amt auszuüben, das ihn daran hindert, sein Mandat als Vollzeitbeschäftigung auszuüben;
- 2° jegliche Tätigkeit oder Beschäftigung auszuüben, das die Ausübung der Amtspflichten beeinträchtigen könnte oder gegen die Würde dieses Amtes verstoßen würde;
- 3° jegliche Tätigkeit, Beschäftigung auszuüben oder jegliches Verhalten an den Tag zu legen, das das Vertrauen der Öffentlichkeit in seinen Dienst beeinträchtigen könnte oder seine Neutralitätspflicht in Frage stellen könnte;
- 4° einen Urlaub wegen Unterbrechung der beruflichen Laufbahn zu beanspruchen, mit Ausnahme des Elternurlaubs, der Unterbrechung der beruflichen Laufbahn wegen Palliativpflege und des Urlaubs zur Unterstützung oder Pflege eines Haushalts- oder Familienmitglieds bis zum zweiten Grad, das an einer schweren Krankheit leidet;
- 5° einen Urlaub für die Ausübung eines Amtes in einem in den Artikeln 418 und 419 erwähnten Organ zu erhalten;
- 6° eine Genehmigung für die Ausübung seiner Amtstätigkeit durch verkürzte Dienstleistungen aus persönlichen oder aus sozialen oder familiären Gründen zu erhalten;
- 7° einen Anspruch auf einen Urlaub zur Ausübung einer Tätigkeit bei einer anerkannten politischen Partei zu erhalten;
- 8° einen Anspruch auf einen anderen Missionsurlaub zu erhalten als denjenigen, der ihm für die Ausübung eines Mandats im Sinne des vorliegenden Erlasses gewährt wird;
- 9° ein vorzeitiges Ausscheiden für die Hälfte der Arbeitszeit zu erhalten;
- 10° einen Urlaub zur Absolvierung einer Probezeit zu erhalten;
- 11° die freiwillige Viertageweche in Anspruch zu nehmen;
- 12° einen Urlaub zu erhalten, um dem König oder den Prinzen und Prinzessinnen von Belgien zur Verfügung gestellt zu werden;
- 13° aus persönlichen Gründen zur Disposition gestellt zu werden.

Art. 283 - Der Bedienstete, der zum Zeitpunkt seiner Benennung zu einem Mandat innerhalb der Einrichtung endgültig ernannt ist, wird während der Dauer des Mandats in seiner ursprünglichen Stelle von Amts wegen für eine Mission allgemeinen Interesses beurlaubt.

Der Arbeitsvertrag des Personalmitglieds der Einrichtung, das vorübergehend als Mandatsträger innerhalb der Einrichtung, bei der Wallonischen Region oder bei der Französischen Gemeinschaft ernannt wird, wird mit seinem Einverständnis ausgesetzt.

Art. 284 - Jeder Mandatsträger muss wenigstens zwanzig Ausbildungsstunden pro Kalenderjahr ablegen die er unter jenen aussucht, die von der Schule für öffentliche Verwaltung vorgeschlagen werden oder von ihr validiert wurden.

Bei Missachtung der in Absatz 1 festgelegten Verpflichtung wird die Zahlung des in Artikel 285 angeführten Betrags ausgesetzt. Diese Aussetzung findet so lange Anwendung, bis die Sachlage des Mandatsträgers bezüglich dieser Verpflichtung regularisiert ist.

Art. 284/1 - Unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 70 des Sondergesetzes zur Reform der Institutionen vom 8. August 1980 können die Mandatsträger gemeinsam mit dem Minister und mit seiner Zustimmung vor dem Parlament angehört werden zu Fragen, für die die Verwaltung über eine Vollmacht verfügt oder die strikt in den Bereich der internen Organisation der Dienststellen fallen.

Abschnitt 2 — Entlohnung

Art. 285 - Jeder Mandatsträger hat Anspruch auf die dem Dienstgrad der von ihm besetzten Stelle entsprechende Gehaltsstufe, die erhöht wird um einen an den Leitindex 138,01 vom 1. Januar 1990 gebundenen und gemäß den in Artikel 202 festgelegten Regeln an den Index gebundenen Betrag von 8.510 Euro für einen Mandatsträger im Dienstrang A2.

KAPITEL V — *Bewertung*

Art. 286 - § 1. Zu einem von dem oder den funktionellen Minister(n) festgelegten Zeitpunkt innerhalb eines Zeitraums nach dem Amtsantritt des Mandatsträgers, der am Ende des neunten Monats beginnt und am Ende des 15. Monats endet, findet eine Bewertung dieses Mandatsträgers statt. Diese Bewertung bezieht sich auf die Art und Weise, auf die der Mandatsträger die in seiner Aufgabenbeschreibung angeführten Verwaltungsaufgaben seit Beginn seines Mandats erledigt hat.

§ 2. Alle zwei Jahre ab seinem Amtsantritt erstellt der Mandatsträger einen Fortschrittsbericht über seine Tätigkeit. Dieser Bericht bezieht sich auf den Stand der Verwirklichung der Verwaltungsaufgaben und der Ziele und auf die konkreten, sich aus den strategischen und operativen Zielen ergebenden Leistungen, die der Aufgabenbeschreibung und dem operativen Plan oder dem Zielsetzungsvertrag entsprechen.

§ 3. Falls eines der in einem der in § 2 angeführten Berichte enthaltenen Elemente oder jegliche sonstige ordnungsgemäß begründete Umstände dies rechtfertigen, können der oder die funktionellen Minister beschließen, dass im Laufe des Mandats eine zusätzliche Bewertung durchgeführt werden muss.

In diesem Fall bezieht sich diese Bewertung auf den Stand der Verwirklichung der Verwaltungsaufgaben und der Ziele und auf die konkreten, sich aus den strategischen und operativen Zielen ergebenden Leistungen, die der Aufgabenbeschreibung und dem operativen Plan entsprechen.

Art. 287 - Die in Anwendung von Artikel 286, §1 durchgeführte Bewertung ist Gegenstand einer der nachstehenden Auszeichnungen:

1° "günstig": wenn die in der Aufgabenbeschreibung angeführten Verwaltungsaufgaben auf eine ausreichend zufriedenstellende Art und Weise ausgeführt werden und der Mandatsträger ausreichend zufriedenstellende Führungsqualitäten gezeigt hat;

2° "vorbehaltlich": wenn die in der Aufgabenbeschreibung angeführten Verwaltungsaufgaben nur zu teilhaft ausgeführt werden und der Mandatsträger nur zu teilhaft zufriedenstellende Führungsqualitäten gezeigt hat;

3° "ungünstig": wenn die in der Aufgabenbeschreibung angeführten Verwaltungsaufgaben nur unzulänglich ausgeführt werden und der Mandatsträger nur zu unzulänglich Führungsqualitäten gezeigt hat;

Die in Anwendung von Artikel 286, § 2 oder von Artikel 288, Absatz 2 durchgeführte Bewertung ist Gegenstand einer der nachstehenden Vermerke:

1° "günstig": wenn die in der Aufgabenbeschreibung und in dem operativen Plan enthaltenen Verwaltungsaufgaben und strategischen und operativen Ziele entweder ausreichend und innerhalb der vorgesehenen Fristen quantitativ und qualitativ erreicht wurden oder nicht ausreichend bzw. nicht innerhalb der vorgesehenen Fristen qualitativ und quantitativ erreicht wurden, der Mandatsträger jedoch den Nachweis erbringt, dass diese Situation auf unvorhersehbare oder von ihm völlig unabhängige Umstände zurückzuführen ist;

2° "vorbehaltlich": wenn die in der Aufgabenbeschreibung und in dem operativen Plan enthaltenen Verwaltungsaufgaben und strategischen und operativen Ziele quantitativ und qualitativ nur zu teilhaft, oder nicht innerhalb der vorgesehenen Fristen erreicht wurden;

3° "ungünstig": wenn die in der Aufgabenbeschreibung und in dem operativen Plan enthaltenen Verwaltungsaufgaben und strategischen und operativen Ziele quantitativ und qualitativ nur unzulänglich, oder nicht innerhalb der vorgesehenen Fristen erreicht wurden.

Art. 288 - Wird dem Mandatsträger eine günstige Bewertung zuteil, so führt er sein Mandat weiter aus.

Im Falle der Zuteilung einer vorbehaltlichen Bewertung im Laufe des Mandats, wird nach Ablauf einer einjährigen Frist eine neue Bewertung durchgeführt.

Im Falle der Zuteilung von zwei aufeinanderfolgenden vorbehaltlichen Bewertungen wird das Mandat frühzeitig beendet.

Im Falle der Zuteilung einer ungünstigen Bewertung wird das Mandat frühzeitig beendet.

Art. 289 - Der Mandatsträger, dessen letzte Bewertung mit dem Vermerk "vorbehaltlich" abgeschlossen wurde, ist während einer Dauer von fünf Jahren nach Ablauf seines Mandats für eine erneute Bewerbung für dieses Mandat oder für eine Bewerbung für ein Mandat in einem höheren Dienstrang nicht zulässig.

Der Mandatsträger, der eine ungünstige Bewertung erhalten hat, ist während einer Dauer von fünf Jahren nach Ablauf seines Mandats für eine Bewerbung für ein Mandat nicht zulässig.

Art. 290 - § 1. Der nicht in seinem Mandat bestätigte Mandatsträger, der Bediensteter der Einrichtung ist, und der nicht in seiner ursprünglichen Stelle ersetzt worden ist, wird nach Ablauf seines Mandats wieder in diese Stelle eingesetzt. Falls er ersetzt worden ist, wird ihm eine Stelle in einem gleichwertigen Dienstrang zugewiesen. Er behält dabei die Eigenschaft eines Mitglieds des Pools von Kandidaten um die Ausübung eines Mandats.

Fällt seine letzte Bewertung günstig aus, so hat er Anspruch auf einen bezahlten Urlaub fünfzehn Tagen, wobei die Entlohnung diejenige ist, die während der Ausübung des Mandats bezogen wurde.

§ 2. Dem früheren Mandatsträger, der weder Bediensteter der Dienststellen der Regierung oder einer Einrichtung ist, noch Anspruch auf irgendwelchen Urlaub hat, der ihm ermöglicht, wieder in seine frühere Stelle eingesetzt zu werden, und der weder eine ungünstige Bewertung, noch zwei aufeinanderfolgende vorbehaltliche Bewertungen erhalten hat und nicht für ein neues Mandat benannt wird, bezieht bei Amtsaustritt eine Abgangsentschädigung, die auf die gleiche Art und Weise wie die der Mitglieder des Vertragspersonals berechnet wird. Die Abgangsentschädigung entspricht wenigstens dem Gehalt des Mandatsträgers für einen Zeitraum von sechs Monaten, falls er ein einziges Mandat ausgeübt hat, und dem Gehalt des Mandatsträgers für einen Zeitraum von zwölf Monaten, falls er mehr als ein Mandat ausgeübt hat. Er gelangt zudem in den Genuss eines Outplacements. Der in dem vorliegenden Absatz erwähnte nicht in seinem Mandat bestätigte Mandatsträger behält die Eigenschaft eines Mitglieds des Pools von Kandidaten für die Ausübung eines Mandats."

KAPITEL II — *Abänderungsbestimmungen*

Art. 2 - In Artikel 264, § 3, Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts des Personals von Wallonie Bruxelles International, wird Punkt 3° gestrichen.

Art. 3 - In Artikel 291 desselben Erlasses wird der Wortlaut "in den Grad des Ranges A3" durch den Wortlaut "in den Grad eines Generalinspektors" ersetzt.

Art. 4 - Artikel 292 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 292 - Unbeschadet des Rechts der Regierung, eine Stelle von Amts wegen zu besetzen, wird eine offene nicht einem Mandat unterliegende Stelle im Dienstrang A3 aufeinander folgend besetzt durch:

1° Versetzung, Wiederzuweisung oder Beförderung;

2° interne Mobilität;

3° Beförderung eines dem vorliegenden Erlass unterliegenden Beamten, der nicht dem Stellenplan angehört, in dem die Stelle als zu besetzen erklärt worden ist;

4° externe Mobilität.

Die nacheinander in Absatz 1, 2° bis 4° vorgesehenen Verfahren zur Vergabe der Stelle können nur dann zur Anwendung gelangen, wenn keine Bewerbung für die Zuweisung der Stelle nach den vorherigen Verfahren vorliegt, oder wenn die Regierung beschließt, die Stelle keinem der Bewerber nach den vorherigen Verfahren zu vergeben."

Art. 5 - In Artikel 293 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° § 2 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"§ 2. Der Auswahlausschuss steht unter dem Vorsitz der Minister für den öffentlichen Dienst oder ihrer Beauftragten. Er umfasst des Weiteren die von der Funktion her zuständigen Minister oder deren Beauftragten und die Generalbeamten der Einrichtung, von der die zu besetzende Stelle abhängt, sowie zwei Mitglieder, die über unbestreitbare Fachkenntnisse im Zusammenhang mit den Elementen des Funktionsprofils verfügen und die außerhalb der Verwaltung, der öffentlichen Einrichtungen oder der ministeriellen Kabinette gewählt werden."

2° in § 3, Absatz 1 wird zwischen den Wortlaut "Der Auswahlausschuss erstellt" und den Wortlaut "einen vorläufigen Vorschlag" der Wortlaut "nach Anhörung der Bewerber" eingefügt;

3° in § 3, Absatz 2 wird der Wortlaut ", nachdem er den Beschwerdeführer angehört hat, wenn dieser dies gewünscht hat. Der Beschwerdeführer ist berechtigt, sich dabei von einer Person seiner Wahl beistehen zu lassen" gestrichen;

4° in § 4 werden der zweite und der dritte Satz gestrichen.

KAPITEL III — Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 6 - § 1. Die Mandatsträger, die eine Stelle innerhalb der Einrichtung besetzen und die sich am Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses im Amt befinden, werden 2014 von der neuen Regierung, die an den Anschluss der Erneuerung des Parlaments gebildet werden wird, bewertet werden.

Vorbehaltlich der folgenden Anpassungen findet Artikel 264 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts des Personals von Wallonie Bruxelles International auf das in Absatz 1 erwähnte Bewertungsverfahren Anwendung. Innerhalb von fünfzehn Tagen nach der Aufforderung des Ministers für den öffentlichen Dienst müssen der neuen Regierung begründete Bewertungsberichte übermittelt werden. Diese Berichte werden für jeden Mandatsträger jeweils durch den Betreffenden selbst und durch den leitenden Generalbeamten erstellt. Der zweite Bewertungsbericht wird von der Regierung erstellt, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses im Amt ist, oder durch das Verwaltungsorgan der Einrichtung, falls diese über ein dergartiges Organ verfügt. Dieser zweite Bewertungsbericht wird dem Mandatsträger zugestellt, der, ohne dass er die Möglichkeit hat, angehört zu werden, über eine Frist von acht Tagen verfügt, um seine Bemerkungen schriftlich geltend zu machen. Die neue Regierung unterbreitet dem Mandatsträger einen Bewertungsvorschlag innerhalb eines Monats nach Ablauf der Frist von acht Tagen. Innerhalb von acht Tagen nach der Zustellung durch den Minister für den öffentlichen Dienst des anders als sehr günstig oder günstig lautenden Bewertungsvorschlags kann der Mandatsträger bei der Beschwerdekammer für die Generalbeamten Einspruch einlegen und beantragen, angehört zu werden. Innerhalb von fünfzehn Tagen, nachdem sie mit der Angelegenheit befasst wurde, gibt die Beschwerdekammer ein Gutachten ab und stellt sie dieses zu. Innerhalb eines Monats nach dem Eingang dieses Gutachtens wird die Bewertung von der neuen Regierung genehmigt.

Der zweite Bewertungsbericht umfasst die Feststellungen und Beurteilungen durch die ausscheidende Regierung über die Art und Weise, auf die der Mandatsträger sein Amt ausgeübt hat und seine Ziele erreicht oder nicht. Er beinhaltet keinen Vorschlag einer Bewertung.

Die neue Regierung nimmt die Bewertung vor, indem sie dieser einen Vermerk zuteilt. Zu diesem Zweck berücksichtigt sie die folgenden Informationen:

- die Aufgabenbeschreibung des bewerteten Mandatsträgers;
- den operativen Plan;
- den durch den Mandatsträger selbst erstellten Bewertungsbericht;
- den von der ausscheidenden Regierung verfassten Bewertungsbericht;
- die ggf. durch den Mandatsträger, der bewertet wird, zu diesem von der ausscheidenden Regierung verfassten Bewertungsbericht geäußerten Bemerkungen.

In Abweichung von Absatz 3 des vorliegenden Paragraphen kann der leitende Beamte mit dem höchsten Dienstrang selbst im Falle einer günstigen Bewertung bei der Widerspruchskammer für die Generalbeamten Einspruch einlegen und beantragen, dass er angehört wird.

In Abweichung von Absatz 4 des vorliegenden Paragraphen beinhaltet der zweite von der ausscheidenden Regierung verfasste Bericht für den leitenden Beamten mit dem höchsten Dienstrang den Vorschlag einer Bewertung.

§ 2. Die in § 1 erwähnte Bewertung kann zu der Vergabe einer der folgenden Vermerke führen:

1° "sehr günstig": wenn die in dem operativen Plan enthaltenen strategischen und operativen Ziele entweder ausreichend und innerhalb der vorgesehenen Fristen quantitativ und qualitativ erreicht wurden oder nicht ausreichend bzw. nicht innerhalb der vorgesehenen Fristen qualitativ und quantitativ erreicht wurden, der Mandatsträger jedoch den Nachweis erbringt, dass diese Situation auf unvorhersehbare oder von ihm völlig unabhängige Umstände zurückzuführen ist. Zudem muss der Mandatsträger in ausreichender Weise dazu beigetragen haben, ein Vertrauensverhältnis mit der Regierung herzustellen, er muss innovativ und in Eigeninitiative gehandelt haben und ausreichend zur Ausstrahlung seiner Dienststelle beigetragen haben;

2° "günstig": wenn die in dem operativen Plan enthaltenen strategischen und operativen Ziele entweder ausreichend und innerhalb der vorgesehenen Fristen quantitativ und qualitativ erreicht wurden oder nicht ausreichend bzw. nicht innerhalb der vorgesehenen Fristen qualitativ und quantitativ erreicht wurden, der Mandatsträger jedoch den Nachweis erbringt, dass diese Situation auf unvorhersehbare oder von ihm völlig unabhängige Umstände zurückzuführen ist.

3° "vorbehaltlich": wenn die in dem operativen Plan enthaltenen strategischen und operativen Ziele quantitativ und qualitativ nur zu teilhaft erreicht wurden, oder nicht innerhalb der vorgesehenen Fristen erreicht wurden;

4° "ungünstig": wenn die in dem operativen Plan enthaltenen strategischen und operativen Ziele quantitativ und qualitativ nur unzureichend erreicht wurden, oder nicht innerhalb der vorgesehenen Fristen erreicht wurden;

§ 3. Der Mandatsträger, der in Anwendung von § 1 eine sehr günstige Bewertung erhält, wird automatisch dem in Artikel 341/8 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes in seiner durch den vorliegenden Erlass eingefügten Fassung erwähnten Pool von Kandidaten zugewiesen. Auf seinen Antrag hin wird sein Mandat automatisch verlängert. Nach Beendigung dieses neuen Mandats und falls er eine Berufserfahrung von zwanzig Jahren im öffentlichen oder privaten Sektor vorweisen kann, wird er endgültig in einem Dienstrang ernannt, der unmittelbar unter dem des Amtes liegt, das er im Rahmen seines Mandats ausübte, insofern er vor seiner Bezeichnung als Mandatsträger nicht in einem höheren Grad ernannt war. Falls er nicht über die erforderliche Anzahl Jahre der Berufserfahrung verfügt und er weder Bediensteter der Dienststellen der Regierung oder einer Einrichtung ist, noch eine Urlaubsregelung beansprucht hat, die ihm ermöglicht, wieder in seiner früheren Stelle beschäftigt zu werden, so werden dem Mandatsträger die in Artikel 290 erwähnten Vorteile gewährt.

§ 4. Der Mandatsträger, der in Anwendung von § 1 eine günstige Bewertung erhält, wird automatisch dem in Artikel 341/8 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes in seiner durch den vorliegenden Erlass eingefügten Fassung erwähnten Pool von Kandidaten zugewiesen. Anlässlich der ersten Anwendung des vorliegenden Erlasses kann er für jede für offen erklärte Stelle, die im Rahmen eines Mandats zu vergeben ist, seine Bewerbung einreichen. Nach Beendigung dieses neuen

Mandats und falls er eine Berufserfahrung von zwanzig Jahren im öffentlichen oder privaten Sektor vorweisen kann, wird er endgültig in einem Dienstrang ernannt, der unmittelbar unter dem des Amtes liegt, das er im Rahmen seines Mandats ausübte, insofern er vor seiner Bezeichnung als Mandatsträger nicht in einem höheren Grad ernannt war.

Falls er nach dem Einreichen seiner Bewerbung anlässlich der ersten Anwendung des vorliegenden Erlasses nicht für ein neues Mandat bezeichnet worden ist und er eine Berufserfahrung von zwanzig Jahren im öffentlichen oder privaten Sektor vorweisen kann, wird er endgültig in einem Dienstrang ernannt, der unmittelbar unter dem seines letzten Mandats liegt, insofern er vor seiner Bezeichnung als Mandatsträger nicht in einem höheren Grad ernannt war. Die Regierung überträgt ihm eine Aufgabe, die im Verhältnis zu seinem Dienstrang steht.

Falls er nicht über die erforderliche Anzahl Jahre der Berufserfahrung verfügt und er weder Bediensteter der Dienststellen der Regierung oder einer Einrichtung ist, noch eine Urlaubsregelung beansprucht hat, die ihm ermöglicht, wieder in seiner früheren Stelle beschäftigt zu werden, so werden dem Mandatsträger die in Artikel 290 erwähnten Vorteile gewährt.

§ 5. Der Mandatsträger, der in Anwendung von § 1 eine vorbehaltliche Bewertung erhält, kann nicht anlässlich der ersten Anwendung des vorliegenden Erlasses bezeichnet werden, um im Rahmen eines Mandats die Stelle, die er bis dahin ausübte, oder eine Stelle in einem höheren Dienstrang zu besetzen.

Falls er weder Bediensteter der Dienststellen der Regierung oder einer Einrichtung ist, noch eine Urlaubsregelung beansprucht hat, die ihm ermöglicht, wieder in seiner früheren Stelle beschäftigt zu werden, so werden dem Mandatsträger die in Artikel 290 erwähnten Vorteile gewährt.

§ 6. Der Mandatsträger, der in Anwendung von § 1 eine ungünstige Bewertung erhält, kann weder anlässlich der ersten Anwendung des vorliegenden Erlasses bezeichnet werden, um im Rahmen eine Stelle zu besetzen, noch darf er vor dem 31. Dezember 2019 eine derartige Stelle besetzen.

§ 7. Wird das Mandat eines Mandatsträgers in Anwendung von § 3 für dasselbe Amt verlängert, so wird die Erklärung, dass die Stelle zu besetzen ist, von Rechts wegen zurückgezogen.

Art. 7 - Anlässlich der ersten Anwendung des vorliegenden Erlasses durch die neue in Artikel 6, § 1 erwähnte Regierung wird die Bezeichnung der Mandatsträger der Einrichtung spätestens am 31. Dezember 2014 vorgenommen.

Bei dieser Gelegenheit muss die in Artikel 270 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts des Personals von Wallonie Bruxelles International in seiner durch den vorliegenden Erlass abgeänderten Fassung angeführte Bedingung von den Bewerbern um eine im Rahmen eines Mandats zu vergebende Stelle spätestens am 1. Dezember 2014 für den leitenden Generalbeamten der Einrichtung erfüllt werden.

Art. 8 - § 1. Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

§ 2. In Abweichung von § 1 tritt Artikel 1 des vorliegenden Erlasses am 1. Juli 2014 in Kraft.

Die neuen Artikel 271/1 bis 271/7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts der Bediensteten von Wallonie Bruxelles International, die durch Artikel 1 des vorliegenden Erlasses eingefügt worden sind, sowie die neuen Artikel 269, 278 und 285 des vorerwähnten Erlasses, der durch die vorerwähnte Bestimmung des vorliegenden Erlasses abgeändert worden ist, treten jedoch noch am Tag der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Bis zu dem Inkrafttreten von Artikel 1 des vorliegenden Erlasses nach Absatz 1 bilden die vorerwähnten Artikel 271/1 bis 271/7 innerhalb des Titels II des Buches II desselben Erlasses ein Kapitel Ibis mit dem Titel "Zeugnis für Public Management".

Art. 9 - Der Minister-Präsident und der Minister für den öffentlichen Dienst werden mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 13. Dezember 2012

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst
J.-M. NOLLET

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/200910]

13 DECEMBER 2012. — Besluit van de Waalse Regering tot hervorming van de mandatenregeling van de ambtenaren-generaal van « Wallonie-Bruxelles International »

De Waalse Regering,

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 20 maart 2008 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke entiteit voor de internationale betrekkingen van Wallonië-Brussel en inzonderheid op de artikelen 3 en 14;

Gelet op het decreet van 8 mei 2008 houdende instemming, wat betreft de materies waarvan de uitoefening door de Franse Gemeenschap is overgedragen, met het samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke entiteit voor de internationale betrekkingen "Wallonie-Bruxelles", opgemaakt op 20 maart 2008;

Gelet op het decreet van 8 mei 2008 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke entiteit voor de internationale betrekkingen "Wallonie-Bruxelles", opgemaakt op 20 maart 2008;

Gelet op het samenwerkingsakkoord gesloten op 20 september 2012 tussen de Waalse Regering en de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende het getuigschrift management overheidsbesturen voor de toegang tot de betrekkingen vallend onder de mandatenregeling in de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 tot vaststelling van het administratieve en geldelijke statuut van het personeel van "Wallonie-Bruxelles-International".

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 14 juni 2012;
 Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 14 juni 2012;
 Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 14 juni 2012;
 Gelet op protocol nr. 578 van Sectorcomité nr. XVI, opgesteld op 22 juni 2012;
 Gelet op advies van de Raad van State nr. 52.232/2, gegeven op 7 november 2012, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;
 Op de voordracht van de Minister-President en de Minister van Ambtenarenzaken;
 Na beraadslaging,
 Besluit :

HOOFDSTUK I. — Mandatenregeling

Artikel 1. In boek II van het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 tot vaststelling van het administratieve en geldelijke statuut van het personeel van "Wallonie-Bruxelles-International", wordt titel II, bevattende de artikelen 269 tot en met 290, vervangen als volgt :

"Titel II. — Mandaatregeling

HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied en toegangsvoorwaarden

Art. 269. De betrekking van leidend ambtenaar en de betrekking van adjunct-leidend ambtenaar van rang A2 worden bij mandaat toegekend overeenkomstig de bepalingen van deze titel.

Art. 270. De kandidaat voor een mandaat dient uiterlijk bij het aflopen van de termijn voor de indiening van de kandidaturen lid te zijn van de pool van de kandidaten bedoeld in artikel 271/8.

Art. 271. In afwijking van artikel 19 kan niemand voor een mandaat aangewezen worden als hij niet voldoet aan volgende voorwaarden :

- 1^o een gedrag hebben dat overeenstemt met de vereisten van het ambt;
- 2^o de burgerlijke en politieke rechten genieten;
- 3^o niet getroffen zijn door een definitieve en niet-geschrapte tuchtsanctie;
- 4^o aan de dienstplichtwetten voldaan hebben;
- 5^o het bewijs leveren van het medisch attest vereist om de functie uit te oefenen;
- 6^o niet houder zijn van een politiek mandaat dat voor een ambtenaar een politiek verlof van meer dan vier dagen per maand meebrengt;
- 7^o niet houder zijn van één van de volgende politieke mandaten : schepen, burgemeester of voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn;
- 8^o overeenkomstig de artikelen 409 en 410, zich ertoe verbinden geen dienstvrijstellingen of facultatieve politieke verloven aan te vragen die na cumulatie met het politieke verlof van ambtswege, het totaal van vier werkdagen afwezigheid per maand zouden overschrijden.

HOOFDSTUK II. — Selectie en aanwijzing

Afdeling 1 — Getuigschrift management overheidsbesturen

Art. 271/1. § 1. Het getuigschrift management overheidsbesturen wordt uitgereikt na het welslagen voor het examen ingericht na afloop van de vorming bepaald bij het samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke bestuursschool voor de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, gesloten op 10 november 2011.

§ 2. De vorming bestaat uit een interuniversitair getuigschrift executive master voor het management van overheidsbesturen of een interuniversitair getuigschrift voor het management van overheidsbesturen bedoeld in artikel 6, § 1, 6^o, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten, hierna genoemd : het "interuniversitair getuigschrift". Het interuniversitair getuigschrift wordt toegekend door de universiteiten van de Franse Gemeenschap.

Het getuigschrift management overheidsbesturen wordt in cycli ingericht. Eén cyclus staat gelijk aan één geheel bestaande uit :

- het toegangsexamen tot de vorming bedoeld in artikel 271/4, § 2;
- de cursussen, case studies, praktische werkzaamheden, seminars, verhandeling en examens die leiden tot het uitreiken van het interuniversitair getuigschrift;
- het examen bedoeld in artikel 271/7.

§ 3. Op voorstel van de bestuursschool, handelend in overleg met de universiteiten, bepaalt de Regering het programma van het interuniversitair getuigschrift vereist voor het behalen van het getuigschrift management overheidsbesturen. Dat programma omvat de doelstellingen van de cursussen en het profiel van de daarmee belaste docenten.

§ 4. Het programma van het interuniversitair getuigschrift is multidisciplinair en veeleisend. Het streeft ernaar de vaardigheden inzake management van overheidsbesturen te ontwikkelen en de kandidaten de bekwaamheden bij te brengen voor de uitoefening van een mandaat. Op een paar theoretische bijdragen na is het programma hoofdzakelijk op een praktische vorming gericht, berustend op een interactieve pedagogie die aanzet tot de persoonlijke inzet van de deelnemers. Het omvat case studies en analyses van dossiers die uit reële bestuurspraktijken gegrepen zijn. De onderwezen materies, theoretisch en praktisch, leggen de klemtoon op de concrete problemen die zich in het beheer van de overheidsdiensten voordoen en op de oplossingen die daarvoor voorgesteld zouden kunnen worden.

Het programma van het interuniversitair getuigschrift bevat minstens volgende materies :

- ethiek en waarden van de overheidsdiensten;
- strategisch beheer van de organisatie;
- kwaliteitsbeheer, beheer van veranderende omgevingen, creativiteit en innovatie;
- human resources management;
- dialoog en maatschappelijke relaties;
- communicatie
- Europees beleid;

- modernisering van de administratie;
- management en leiderschap;
- staathuishoudkunde;
- openbare financiën, fiscaliteit en overheidsboekhouding;
- Overheidsopdrachten.

Het programma van het interuniversitair getuigschrift omvat de uitvoering van een schriftelijke verhandeling door elke kandidaat. Die verhandeling bestaat uit een diepgaand onderzoek van een overkoepelend praktijkgeval. Dat geval moet op voorhand goedgekeurd worden door de school en de universiteiten.

§ 5. Het urenpakket van het interuniversitair getuigschrift telt minstens tweehonderd veertig uren. In die tweehonderd veertig uren zijn de uren gewijd aan de verhandeling niet inbegrepen.

Art. 271/2. Niemand kan toegang tot de cyclus krijgen met het oog op het behalen van het getuigschrift management overheidsbesturen indien hij voor afloop van de termijn voor de indiening van de kandidaturen bepaald in artikel 231/3, § 4, niet aan volgende voorwaarden voldoet :

1° houder zijn van een diploma dat toegang geeft tot niveau A of laureaat zijn van een overgangsexamen naar niveau A of naar een vergelijkbaar niveau of houder zijn van een getuigschrift voor vaardigheden die buiten een diploma om zijn verkregen en die toegang geven tot niveau A, waarbij dat getuigschrift uitgereikt of erkend is door de bestuurschool of door een andere instelling aangewezen door de Regering;

2° zich kunnen beroepen op een beroepservaring van minstens acht jaar in een ambt van niveau A of een gelijkwaardig ambt, waarvan twee jaar ervaring in het leiden van een team of van projecten.

Art. 271/3. § 1. Elke cyclus moet schriftelijk aangekondigd worden door de bestuurschool en bekendgemaakt worden door SELOR, tenminste in het *Belgisch Staatsblad*, in twee in het Frans verschijnende kranten van de Belgische pers en op de website van SELOR.

§ 2. In die aankondiging worden minstens volgende gegevens vermeld :

- de toegangsvoorwaarden, evenals het maximumaantal deelnemers aan de cyclus;
- de identiteit van de diensten en/of personen waarbij/bij wie het kandidatuur dossier opgehaald kan worden en die de kandidaten elke nuttige informatie kunnen verstrekken over de vorming;
- de informatie en/of de documenten die in de kandidaatstelling opgenomen moeten worden;
- de termijn en de modaliteiten voor de indiening van de kandidaturen.

§ 3. De termijn voor de indiening van de kandidaturen wordt door SELOR vastgesteld zonder dat die minder mag bedragen dan twintig dagen of meer dan twee maanden. De termijn gaat in de dag na de dag van bekendmaking van de aankondiging bedoeld in § 2 in het *Belgisch Staatsblad*. Indien de termijn niet nageleefd wordt, is de kandidatuur onontvankelijk.

De termijn bedoeld in vorig lid wordt opgeschort tussen 15 juli en 15 augustus.

§ 4. De kandidaturen worden via e-mail ingediend bij SELOR.

§ 5. SELOR gaat na of de kandidaturen ontvankelijk zijn.

Art. 271/4. § 1. Voor zover het een voorwaarde is voor het uitreiken van het getuigschrift management overheidsbesturen, is het interuniversitair getuigschrift toegankelijk voor een beperkt aantal deelnemers. Voor elke cyclus wordt dat aantal op voorhand vastgelegd door de Regering na advies van de bestuurschool, die binnen dertig dagen na aanvraag ervan moet zijn uitgebracht, bij ontstentenis waarvan het advies gunstig geacht wordt.

§ 2. Als het aantal kandidaten het overeenkomstig § 1 vastgelegd aantal overschrijdt, leggen de kandidaten een vergelijkend examen af waarin praktijksituaties becommentarieerd worden. Die proef bestaat niet uit een in-baskettest.

Voor de proeven kunnen informatica- of multimediamiddelen gebruikt worden. Het verbeteren ervan kan automatisch gebeuren.

Een ontwerp-programma voor het vergelijkend examen wordt uitgewerkt door de bestuurschool en goedgekeurd door SELOR. Het programma voor het vergelijkend examen wordt dan door de Regering goedgekeurd.

§ 3. Enkel de kandidaten die geslaagd zijn voor het vergelijkend examen bedoeld in § 2 en die in nuttige orde voorkomen op de lijst met het aantal deelnemers vastgelegd door de Regering op voordracht van de bestuurschool zullen aan de vorming mogen deelnemen. Als twee of meerdere kandidaten ex aequo geklasseerd zijn in de rang die met dat aantal overeenstemt, worden ze allen tot de deelname aan de vorming toegelaten. SELOR bevestigt de uitslagen van het vergelijkend examen.

Art. 271/5. § 1. Elke kandidaat die toegelaten wordt tot de deelname aan het interuniversitair getuigschrift kan de jury verzoeken om van één of meerdere cursussen vrijgesteld te worden, en van de dienovereenkomstige beoordelingen van die cursussen, ook als die beoordelingen ingericht worden in de vorm van een proef waarin meerdere cursussen of materies aan bod komen. Er kan geen enkele vrijstelling toegekend worden voor wat betreft de praktijkcursussen en het schrijven van de verhandeling.

De kandidaat die aantoonde dat hij een cursus of een vorming, gelijkwaardig met de cursus of de vorming waarvoor hij een vrijstelling vraagt, met vrucht heeft gevolgd, kan van een cursus vrijgesteld worden.

Een kandidaat kan in dezelfde voorwaarden een vrijstelling krijgen indien hij zich op bewezen vaardigheden kan beroepen die een duidelijk verband houden met de betrokken cursus. De jury van het interuniversitair getuigschrift spreekt zich collegiaal en in allerlaatste aanleg uit.

Art. 271/6. In met redenen omklede omstandigheden kunnen de kandidaten door de jury van het interuniversitair getuigschrift de toelating krijgen om de cyclus over maximum twee jaar te spreiden.

Art. 271/7. § 1 Voor elke cyclus wordt door SELOR in overleg met de School een jury van vijf leden samengesteld met het oog op het in § 2 bedoelde examen. Deze jury bestaat uit :

- de afgevaardigd bestuurder van SELOR of diens afgevaardigde die het voorzitterschap van de jury waarneemt;
- twee leden aangewezen wegens hun hoedanigheid van deskundigen met een onbetwistbare vaardigheid in management of human resources en gekozen buiten de diensten van de Regering, de instellingen, de diensten van de Franse Gemeenschap en de ministeriële kabinetten. Indien één aldus aangewezen lid onbeschikbaar is, wijst SELOR een plaatsvervanger aan in een lijst die aan het begin van elke cyclus door SELOR is opgesteld en die bestaat uit vier leden met dezelfde hoedanigheden als de gewone leden;
- twee mandatarissen in dienst aangewezen onder de houders van een betrekking van rang 17, 16+ of 16 in de diensten van de Franse Gemeenschap of van een betrekking van rang A1 of A2 in de diensten van de Waalse Regering of de instellingen. Indien één aldus aangewezen mandataris onbeschikbaar is, wijst SELOR een plaatsvervanger aan in

een lijst die aan het begin van elke cyclus door SELOR is opgesteld en die bestaat uit vier leden die houder zijn van een betrekking van rang 17, 16+ of 16 in de diensten van de Franse Gemeenschap of van een betrekking van rang A1 of A2 in de diensten van de Waalse Regering of de instellingen.

§ 2. De School reikt het getuigschrift management openbare besturen uit aan alle kandidaten die voor het in artikel 271/4 bedoelde vergelijkend examen geslaagd zijn, die houder zijn van het interuniversitair getuigschrift en die ook geslaagd zijn voor het examen dat aan het einde van elke cyclus wordt georganiseerd.

Dit examen bestaat in een mondelinge proef die als doel heeft de voor de uitoefening van een managementfunctie vereiste vaardigheden te evalueren.

De jury beraadslaagt en beslist over het slagen van de kandidaten met een tweederdemeerderheid van de aanwezige leden.

De kandidaten die voor het examen zijn geslaagd, worden niet gerangschikt en krijgen geen melding.

De kandidaten die niet voor het examen zijn geslaagd, kunnen het uiterlijk één jaar na de datum van het examen opnieuw afleggen.

§ 3. De jury stelt een reglement op dat de concrete en materiële organisatie van het examen vaststelt.

Afdeling 2 — Samenstelling van een pool van kandidaten

Art. 271/8. Er wordt een pool van kandidaten samengesteld voor de uitoefening van een mandaat in de zin van deze Titel.

Alleen de leden van deze pool kunnen hun kandidatuur voor een bij mandaat in te vullen betrekking indienen.

De pool van de kandidaten voor een mandaat bestaat uit :

1° de houders van het getuigschrift management openbare besturen;

2° mandatarissen in dienst binnen de diensten van de Regering en van de in artikel 1 bedoelde instellingen op de eerste dag van inwerkingtreding van het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2012 tot hervorming van de mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de diensten van de Regering en van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren of voor wie de betrekking vacant is verklaard en de aanwervingsprocedure is opgestart op de dag van die inwerkingtreding, en die het voorwerp hebben uitgemaakt van een melding "zeer gunstig" of "gunstig" bij de overeenkomstig artikel 10 van hetzelfde besluit verrichte evaluatie;

3° leden van de pool van kandidaten voor de uitoefening van een mandaat bepaald bij artikel 14 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 september 2012 tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren;

4° mandatarissen in dienst binnen "Wallonie-Bruxelles International" op de dag van inwerkingtreding van het besluit van de Waalse Regering en van de Regering van de Franse Gemeenschap tot hervorming van de mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van "Wallonie-Bruxelles International" of voor wie de betrekking vacant is verklaard en de aanwervingsprocedure is opgestart op de dag van die inwerkingtreding, en die het voorwerp hebben uitgemaakt van een melding "zeer gunstig" of "gunstig" bij de evaluatie die door de Regering ten gevolge van de installatie van het Parlement is verricht;

5° de mandataris in dienst binnen de Openbare Bestuurschool op de dag van inwerkingtreding van het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2012 tot hervorming van de mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de diensten van de Regering en van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren en die het voorwerp hebben uitgemaakt van een melding "zeer gunstig" of "gunstig" bij de overeenkomstig artikel 10 van hetzelfde besluit verrichte evaluatie;

6° de adjunct-administrateur-generaal van de "FOREm" die het voorwerp heeft uitgemaakt van een melding "zeer gunstig" of "gunstig" bij de evaluatie verricht overeenkomstig artikel 10 van het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2012 tot hervorming van de mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de diensten van de Regering en van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren;

7° de adjunct-administrateur-generaal van de "Wallonie-Bruxelles International" die het voorwerp heeft uitgemaakt van een melding "zeer gunstig" of "gunstig" bij de evaluatie die door de Regering aangewezen ten gevolge van de installatie van het Parlement verricht is overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering en het besluit van de Franse Gemeenschap tot hervorming van de mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van "Wallonie-Bruxelles International".

De leden van de pool worden niet gerangschikt. Hun lijst wordt in alfabetische volgorde vastgesteld. Die lijst wordt door de Openbare Bestuurschool bijgehouden. De leden van de pool moeten de School schriftelijk elke wijziging van hun persoonlijke gegevens mededelen.

De opname in de pool geeft geen enkel ander recht dan het recht om zijn kandidatuur in te dienen voor een bij mandaat in te vullen betrekking. Ze geeft geen aanleiding tot een soort beloning of bezoldiging.

Afdeling 3. — Vacantverklaringen en opdrachtbrieven

Art. 272. § 1. De bij mandaat in te vullen betrekkingen worden door de Regering vacant verklaard uiterlijk 6 weken na de eedaflegging van haar leden, onmiddellijk na de hernieuwing van het Parlement.

§ 2. Voor elk bij mandaat in te vullen betrekking stelt de Regering een opdrachtbrief op hetzelfde moment op als ze het mandaat vacant verklaart.

De ontwerpen van opdrachtbrieven worden door het directiecomité van de instelling aan de Regering voorgedragen uiterlijk binnen drie weken na de eedaflegging van de leden van de Regering, die rechtstreeks volgt op de hernieuwing van het Parlement. De Regering keurt de ontwerpen van opdrachtbrieven goed. Bij gebrek aan voorstel binnen deze termijn stelt de Regering zelf de opdrachtbrieven op.

§ 3. De opdrachtbrief bevat de volgende gegevens :

1° de functieomschrijving en het competentieprofiel van de te begeven betrekking;

2° de te halen strategische doelstellingen voor de verschillende opdrachten, meer bepaald op basis van de beleidsverklaringen van het Gewest en de Gemeenschap en de politieke doelstellingen die in de nota over internationale politiek worden geïdentificeerd;

3° de bepaling van de beheersopdrachten waarmee de mandataris is belast;

4° de toegekende begrotingsmiddelen en menselijke middelen.

Art. 273. § 1 Onmiddellijk na de vacantverklaring bedoeld in artikel 72, § 1, doet de Regering een oproep tot de

kandidaten via een bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, op de website van de Regering en via een e-mail gericht aan elk lid van de pool van kandidaten op grond van de gegevens door hen verstrekt aan de Openbare Bestuurschool.

Die oproep tot de kandidaten vermeldt voor elke betrokken betrekking :

- 1° de wijze en de uiterste datum van de indiening van de kandidaturen;
- 2° de documenten die in de akte voor de kandidaatstelling op straffe van nietigheid moeten voorkomen;
- 3° de dienst waar de opdrachtbrief beschikbaar is.

§ 2. Gedurende een periode van negen maanden na de eedaflegging van de leden van de Regering die rechtstreeks volgt op de hernieuwing van het Parlement kan elk lid van de pool van kandidaten zijn kandidatuur indienen voor maximum vier betrekkingen die bij mandaat ingevuld moeten worden binnen de diensten van de Regering, de instellingen, "Wallonie-Bruxelles International" of de Openbare Bestuurschool en voor maximum vier betrekkingen die bij mandaat ingevuld moeten worden binnen de diensten van de Franse Gemeenschap.

De kandidaturen moeten bij de Minister van Ambtenarenzaken ingediend worden uiterlijk één maand na de vacantverklaring van de betrokken betrekkingen.

De kandidaturen moeten bij aangetekend schrijven ingediend worden en omvatten :

1° een curriculum vitae bevattende een overzicht van de titels en bekwaamheden, opgemaakt op grond van het door de Regering bepaalde model;

2° een motivatiebrief voor elke betrekking waarnaar gesolliciteerd wordt, met o.a. de nadere omschrijving van de beleidsvisie van de kandidaat en de omschrijving van de wijze waarop hij het mandaat overweegt uit te oefenen.

De kandidaat die in zijn huidige betrekking onderworpen is aan een tuchtregeling, voegt bij zijn kandidatuur een attest betreffende de staat van zijn tuchtdossier.

Afdeling 4. — Aanwijzing

Art. 274. Voor elk bij mandaat in te vullen betrekking onderzoekt de Regering de door de kandidaten ingediende dossiers. Ze vergelijkt de kandidaturen met inachtneming van de titels en verdiensten en van de inhoud van de motivatiebrief van elke kandidaat ten opzichte van de opdrachtbrief betreffende de in te vullen betrekking.

Uiterlijk drie maanden na de vacantverklaring van de in te vullen betrekkingen benoemt de Regering de kandidaat die ze het meest geschikt acht om de functie in alle vertrouwen uit te oefenen, tijdelijk in elke betrekking.

Art. 275. Bij ontslag van de Regering overeenkomstig artikel 71 of 72 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen kan de nieuwe Regering beslissen om de bij mandaat ingevulde mandaten vacant te verklaren. In dit geval worden de lopende mandaten van rechtswege beëindigd op de dag van aanwijzing van de nieuwe mandatarissen.

In de in het eerste lid bedoelde hypothesen worden de bij mandaat in te vullen betrekkingen door de nieuwe Regering vacant verklaard uiterlijk zes weken na haar eedaflegging. De kandidaturen moeten uiterlijk één maand na de vacantverklaring van de betrekkingen ingediend worden en de mandatarissen moeten aangewezen worden uiterlijk binnen drie maanden na het verstrijken van de voor de indiening van de kandidaturen voorgeschreven termijn.

Afdeling 5. — Operationeel plan en doelstellingencontract

Art. 276. § 1 De mandatarissen leggen een ontwerp van operationeel plan dat de opdrachtbrief uitvoert, ter goedkeuring aan de Regeringen voor.

Het operationeel plan wordt op grond van een door de Regering goedgekeurd model opgesteld na advies van het college van de leidende ambtenaren-generaal.

Het operationeel plan is een synthetisch document opgemaakt op grond van meetbare elementen.

Als de vakminister(s) en de mandataris het oneens zijn over de inhoud van het ontwerp van operationeel plan, keurt de Regering het operationeel plan definitief goed.

§ 2. De ontwerpen van operationeel plan worden overgemaakt aan de Regering binnen drie maanden na hun aanwijzing.

Art. 277. Indien de in artikel 272, § 3, 2°, 3° en 4°, bedoelde gegevens van de opdrachtbrief gewijzigd worden, wordt het operationeel plan herzien overeenkomstig de procedure bepaald in artikel 276.

Indien de evaluatie van de mandataris verricht is overeenkomstig artikel 276, kan het operationeel plan op verzoek van de Regering herzien worden overeenkomstig de procedure bedoeld in artikel 276.

De mandataris kan vragen om herziening van het operationeel plan indien de toegekende begrotings- en menselijke middelen of andere substantiële gegevens van de opdrachtbrief significant gewijzigd worden. Die herziening van het plan of van het contract gebeurt overeenkomstig de procedure waarvan sprake in artikel 276.

HOOFDSTUK III. — Duur van het mandaat

Art. 278. De mandaten vervallen op 31 december van het jaar waarin de eedaflegging van de leden van de nieuwe Regering heeft plaatsgevonden, die rechtstreeks volgt op de hernieuwing van het Parlement.

De mandataris legt van rechtswege zijn functies neer op de aldus vastgelegde vervalddag.

Indien op die vervalddag geen nieuwe mandataris is aangewezen, wordt het lopende mandaat echter verlengd tot 31 maart van het jaar volgend op het jaar waarin de eedaflegging van de leden van de nieuwe Regering heeft plaatsgevonden, die rechtstreeks volgt op de hernieuwing van het Parlement.

Na afloop van deze verlenging en indien er geen nieuwe mandataris is aangewezen, kan de Regering, bij gemotiveerde beslissing, het lopende mandaat verlengen gedurende een bijkomende periode bepaald door de Regering.

De vervalddatum van het mandaat bedoeld in het eerste lid is van toepassing ook wanneer het lopende mandaat is toegevoegd na 31 december van het jaar waarin de eedaflegging van de leden van de Regering heeft plaatsgevonden, die rechtstreeks volgt op de hernieuwing van het Parlement.

Dit artikel is van toepassing onverminderd de wettelijke regels die de leeftijd vastleggen waarop de ambtenaren, door het loutere feit dat ze de pensioengerechtigde leeftijd hebben bereikt, in ruste worden gesteld.

Art. 279. § 1 Het mandaat eindigt vroegtijdig in de volgende gevallen :

- 1° vrijwillig ontslag van de mandataris;
- 2° het voorvallen van een gebeurtenis als bedoeld in artikel 23 van het KBAB, dat voor een ambtenaar het verlies van zijn hoedanigheid van ambtenaar teweegbrengt;

- 3° niet-naleving door de mandataris van de onverenigbaarheidsregeling, zoals bepaald in artikel 282;
- 4° een definitieve tuchtstraf bestaande uit het ontslag van ambtswege of de afzetting;
- 5° een schorsing in het belang van de dienst gedurende meer dan zes maanden;
- 6° een ongunstige evaluatie tijdens het mandaat of twee opeenvolgende evaluaties met voorbehoud tijdens het mandaat;
- 7° de inruststelling;
- 8° het voordeel van een politiek verlof van ambtswege van meer dan vier dagen per maand;
- 9° de aanwijzing van de mandataris om het ambt uit te oefenen van burgemeester, schepen of voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn;
- 10° het voordeel van dienstvrijstellingen of van facultatieve politieke verlopen die samen met het politiek verlof van ambtswege een totaal van vier volle dagen afwezigheid per maand overschrijden, overeenkomstig de regelgeving inzake het politieke verlof.

Overeenkomstig het eerste lid, 3°, biedt de Regering, als ze van mening is dat een activiteit, een bezigheid of een gedrag bedoeld in artikel 282, 2° en 3°, onverenigbaar is met het mandaat, de mandataris de mogelijkheid om binnen een termijn van één maand een einde te stellen aan de bovenvermelde activiteit, bezigheid of het bovenvermeld gedrag alvorens het mandaat te beëindigen.

De overheid kan bovendien een einde maken aan het mandaat wegens ziekte van een ononderbroken duur van minstens zes maanden tijdens het lopende mandaat.

Elk ontslaaanbod vereist een vooropzeg van zes maanden, behalve een kortere duur die de mandataris en de functionele Minister(s) in samenspraak vastleggen.

§ 2. De aanwijzing van een nieuwe mandataris gebeurt via de aanwijzing van een andere in aanmerking komende kandidaat hetzij bij de vorige oproep tot de kandidaten voor het mandaat, hetzij door middel van een nieuwe oproep tot de kandidaten. In dit laatste geval legt de Regering de uiterste datum vast voor de indiening van de kandidaturen.

Art. 280. § 1. De Regering kan een ambtenaar van dezelfde personeelsformatie aanwijzen, door bij voorrang een beroep te doen op de ambtenaren die deel uitmaken van de pool bedoeld in artikel 271/8, om de hogere functies gedurende een periode van maximum twaalf maanden uit te oefenen in de volgende gevallen :

- 1° afwezigheid van de mandataris sinds meer dan twee maanden;
- 2° vermoedelijke afwezigheid van de mandataris gedurende een periode van minstens twee maanden;
- 3° einde van het mandaat, in afwachting van de aanwijzing van een nieuwe mandataris.

Elke ambtenaar aangewezen om de hogere functies uit te oefenen moet acht jaar beroepservaring in niveau A of in een vergelijkbaar niveau aantonen, waaronder twee jaar in rang A4 of in een vergelijkbare rang.

§ 2. Bij aanwijzing van een mandataris om hogere functies uit te oefenen, wordt het mandaat opgeschort voor de gehele duur van de hogere functies.

De mandataris aangewezen om hogere functies uit te oefenen, behoudt hoe dan ook zijn bezoldiging van mandataris in de zin van artikel 285.

HOOFDSTUK IV. — *Administratieve en geldelijk toestand*

Afdeling 1. — Uitoefening van het mandaat

Art. 281. Het mandaat wordt uitgeoefend in het kader van een tijdelijke statutaire dienstbetrekking. Het verschaft geen enkel recht op een vaste benoeming in de desbetreffende functie.

De mandataris oefent zijn mandaat voltijds uit.

Art. 282. Tijdens zijn mandaat kan de mandataris niet in aanmerking komen voor :

- 1° de uitoefening van elk ambt dat de mandaathouder verhindert zijn mandaat voltijds uit te oefenen;
- 2° elke activiteit of elke bezigheid die de vervulling van de plichten van het ambt in het gedrang zou brengen of die zou ingaan tegen de waardigheid van het ambt;
- 3° elke activiteit, elke bezigheid of elk gedrag dat/die het vertrouwen van de publieke opinie in hun dienst zou kunnen schokken of hun plicht tot neutraliteit in gevaar zou kunnen brengen;
- 4° een verlof voor onderbreking van de beroepsloopbaan, met uitzondering van het ouderschapsverlof, van de loopbaanonderbreking voor palliatieve verzorging en van het verlof voor bijstands- of de zorgverlening aan een lid van het gezin of van de familie tot de tweede graad dat een ernstige ziekte heeft;
- 5° een verlof om een functie uit te oefenen binnen een orgaan bedoeld in de artikelen 418 en 419;
- 6° de toelating om zijn functies uit te oefenen met verminderde prestaties om sociale en familiale redenen;
- 7° een verlof om een activiteit uit te oefenen bij een erkende politieke groep;
- 8° een ander verlof voor opdracht dan hetgeen hem toegekend wordt om een mandaat uit te oefenen in de zin van dit besluit;
- 9° een vervroegde halftijdse uittreding;
- 10° een stageverlof;
- 11° de vierdagenweek op vrijwillige basis;
- 12° een verlof om ter beschikking te worden gesteld van de Koning of de Prinsen en Prinsessen van België;
- 13° voor beschikbaarheid wegens persoonlijke aangelegenheden.

Art. 283. De ambtenaar die op het ogenblik van zijn aanwijzing voor een mandaat vast benoemd wordt binnen de instelling wordt ambtshalve voor de duur van het mandaat met verlof gesteld wegens opdracht van openbaar nut in zijn oorspronkelijke betrekking.

De arbeidsovereenkomst van het personeelslid van de instelling dat tijdelijk aangesteld wordt als mandaathouder bij de instelling wordt, mits zijn goedkeuring, geschorst.

Art. 284. Elke mandataris moet een opleiding van ten minste twintig uur per kalenderjaar volgen die moet worden gekozen onder het aanbod dat door de Openbare bestuurschool wordt voorgesteld of gevalideerd.

Bij niet-naleving van de verplichting opgesteld door het eerste lid wordt de betaling van het bedrag bedoeld in artikel 285 geschorst. Deze schorsing is van toepassing zolang de toestand van deze mandataris t.o.v. deze verplichting niet wordt geregulariseerd

Art. 284/1 Onverminderd artikel 70 van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980

kunnen de mandatarissen worden gehoord voor het Parlement, naast de Minister en mits instemming van laatstgenoemde, over vraagstukken waarvoor de administratie over een delegatie beschikt of die ressorteren onder de strikte interne organisatie van de diensten.

Afdeling 2. — Bezoldiging

Art. 285. Elke mandataris heeft de weddeschaal die overeenstemt met de graad van de betrekking die hij uitoefent, verhoogd met een bedrag gekoppeld aan de spilindex 138,01 van 1 januari 1990 en geïndexeerd overeenkomstig de regels die in artikel 202 vastliggen, van 8.510 euro voor de mandataris van rang A2.

HOOFDSTUK V. — Beoordeling

Art. 286. § 1 Een beoordeling van de mandataris vindt plaats op een ogenblik dat door de functionele Minister(s) wordt bepaald gedurende een periode die begint aan het einde van de negende maand en eindigt aan het einde van de vijftiende maand die volgt op de indiensttreding van de mandataris. Deze beoordeling heeft betrekking op de manier waarop de mandataris sinds het begin van het mandaat de beheersopdrachten heeft vervuld die in zijn opdrachtenbrief zijn opgenomen.

§ 2. Om de twee jaar te rekenen van zijn indiensttreding stelt de mandataris een opvolgingsrapport op over zijn activiteit. Dit rapport houdt verband met het niveau van de verwezenlijking van de beheersopdrachten, de doelstellingen en de concrete prestaties die het resultaat zijn van de strategische en operationele doelstellingen die aan de opdrachtbrief en het operationeel plan of aan het doelstellingencontract voldoen.

§ 3. Indien één van de elementen in het rapport bedoeld in § 2 of elk behoorlijk gemotiveerde omstandigheid die rechtvaardigen, kan of kunnen de functionele Minister(s) beslissen dat een bijkomende evaluatie moet worden uitgevoerd tijdens het mandaat.

Deze evaluatie houdt dan verband met het niveau van de verwezenlijking van de beheersopdrachten en de doelstellingen, alsook met de concrete prestaties die het resultaat zijn van de strategische en operationele doelstellingen die aan de opdrachtbrief en aan het operationeel plan voldoen.

Art. 287. De beoordeling uitgevoerd overeenkomstig artikel 286, § 1, is het voorwerp van een van de volgende meldingen :

1° "gunstig": wanneer de beheersopdrachten opgenomen in de opdrachtenbrief met voldoening worden uitgevoerd en de mandataris voldoende managementkwaliteiten heeft aangetoond;

2° "onder voorbehoud": wanneer de beheersopdrachten opgenomen in de opdrachtenbrief slechts gedeeltelijk worden uitgevoerd of de mandataris zijn managementkwaliteiten slechts gedeeltelijk heeft aangetoond;

3° "ongunstig": wanneer de beheersopdrachten opgenomen in de opdrachtenbrief onvoldoende worden uitgevoerd of de mandataris zijn managementkwaliteiten onvoldoende heeft aangetoond.

De beoordeling uitgevoerd overeenkomstig artikel 286, § 2, of overeenkomstig artikel 288, tweede lid, is het voorwerp van een van de volgende meldingen :

1° "gunstig": wanneer de beheersopdrachten en de strategische en operationele doelstellingen opgenomen in de opdrachtbrief en in het operationeel plan ofwel voldoende en binnen de voorziene termijnen op kwalitatief en kwantitatief vlak zijn uitgevoerd, ofwel niet voldoende of niet binnen de voorziene termijnen op kwalitatief en kwantitatief vlak zijn uitgevoerd maar wanneer het op grond van de door de mandataris gegeven rechtvaardigings-elementen blijkt dat die toestand te wijten is aan onvoorziene omstandigheden of aan buitenelementen waarvoor hij niet verantwoordelijk is;

2° "onder voorbehoud": wanneer de beheersopdrachten en de strategische en operationele doelstellingen opgenomen in de opdrachtbrief en in het operationeel plan slechts gedeeltelijk op kwantitatief of kwalitatief vlak of niet binnen de voorziene termijnen zijn uitgevoerd;

3° "ongunstig": wanneer de beheersopdrachten en de strategische en operationele doelstellingen opgenomen in de opdrachtbrief en in het operationeel plan slechts onvoldoende op kwantitatief of kwalitatief vlak of niet binnen de voorziene termijnen zijn uitgevoerd.

Art. 288. De mandataris aan wie een "gunstige" evaluatie toegekend wordt, blijft zijn mandaat uitoefenen.

Bij toewijzing van een evaluatie onder voorbehoud, vindt er een nieuwe evaluatie plaats na een termijn van één jaar.

Bij toewijzing van twee opeenvolgende evaluaties onder voorbehoud wordt er een vervroegd einde aan het mandaat gemaakt.

Bij toewijzing van een ongunstige evaluatie wordt er een vervroegd einde aan het mandaat gemaakt.

Art. 289. De mandataris van wie de laatste evaluatie het voorwerp heeft uitgemaakt van de melding "onder voorbehoud", mag niet solliciteren voor hetzelfde mandaat of voor een mandaat van een hogere rang voor een duur van vijf jaar te rekenen van het einde van zijn mandaat.

De mandataris die het voorwerp is van een ongunstige evaluatie, mag niet solliciteren voor een mandaat voor een duur van vijf jaar te rekenen van het einde van diens mandaat.

Art. 290. § 1 De niet-hernieuwde mandataris die personeelslid is van de instelling en die vervangen is in zijn oorspronkelijke betrekking, vindt die betrekking opnieuw aan het einde van zijn mandaat. Indien hij vervangen is, wordt hij opnieuw aangesteld in een betrekking met een gelijkwaardige graad. Hij behoudt de hoedanigheid van lid van de pool van kandidaten voor de uitoefening van een mandaat.

Indien zijn laatste evaluatie gunstig is, geniet hij een bezoldigd verlof van vijftien werkdagen, waarbij de bezoldiging degene is die gedurende de uitoefening van het mandaat gekregen is.

§ 2. De voormalige mandataris die noch ambtenaar is van de diensten van de Regering noch van een instelling noch rechthebbende op een niet nader omschreven verlof waardoor hij zijn vorige betrekking weer kan opnemen, die geen gunstige evaluatie kreeg en niet aangewezen is voor een nieuw mandaat, krijgt een uittredingsvergoeding die berekend wordt op dezelfde manier als voor de contractuele personeelsleden. De uittredingsvergoeding is minstens gelijk aan de bezoldiging van de mandataris voor een periode van zes maanden indien hij één mandaat heeft uitgeoefend en aan de bezoldiging van de mandataris voor een periode van twaalf maanden indien hij meer dan één mandaat heeft uitgeoefend. Hij zal ook in aanmerking komen voor een outplacement. De niet-hernieuwde mandataris bedoeld in dit lid behoudt de hoedanigheid van lid van de pool van kandidaten voor de uitoefening van een mandaat.

HOOFDSTUK II. — Wijzigingsbepalingen

Art. 2. In artikel 264, § 3, eerste lid van het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 tot vaststelling van het administratieve en geldelijke statuut van het personeel van "Wallonie-Bruxelles-International", vervalt 3°.

Art. 3. In artikel 291 van hetzelfde besluit, worden de woorden "in een graad van rang A3" vervangen door de woorden "in de graad van inspecteur-generaal".

Art. 4. Artikel 292 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

"Art. 292. Onverminderd het recht van de Regering om ambtshalve een betrekking in te vullen, wordt een vacante betrekking van rang A3 die niet onder een mandaat valt achtereenvolgens ingevuld bij :

1° mutatie, reffectatie of bevordering;

2° interne mobiliteit;

3° bevordering van een personeelslid vallend onder dit besluit dat niet in het personeelsbestand van de vacant verklaarde betrekking opgenomen is;

4° externe mobiliteit.

De betrekking wordt enkel toegekend op de in het eerste lid, 2° tot 4°, bepaalde wijzen bij ontstentenis van enige kandidatuur voor de betrekking op de in het eerste lid, 1°bepaalde wijzen, of als de Regering beslist de betrekking aan geen enkele van de kandidaten voor de betrekking op de voorgaande wijzen toe te wijzen".

Art. 5. In artikel 293 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 2 wordt vervangen als volgt :

§ 2. De selectiecommissie wordt voorgezeten door de Ministers van Ambtenarenzaken of hun gemachtigde en bevat daarnaast de vakministers of hun gemachtigde en de ambtenaren-generaal van de instelling waarvan de in te vullen betrekking afhangt en twee leden die een ontegensprekelijke bekwaamheid bezitten in verband met de bestanddelen van het functieprofiel, gekozen buiten de administratie, openbare instellingen of ministeriële kabinetten.";

2° in § 3, lid 1, worden de woorden "na de kandidaten gehoord te hebben" *in fine* toegevoegd;

3° in § 3, lid 2, worden de woorden "na de bezwaarindiener te hebben gehoord als laatstgenoemde dat verklaard heeft, dat te willen. De bezwaarindiener heeft het recht om zich te laten bijstaan door de persoon van zijn keuze" opgeheven.

4° in § 4, lid 2, worden de tweede en de derde volzin opgeheven.

HOOFDSTUK III. — Slot- en overgangsbepalingen

Art. 6. § 1 In 2014 worden de mandatarissen die een betrekking bekleden bij de instellingen en afhankelijk van de datum van inwerkingtreding van dit besluit, beoordeeld door de nieuwe Regering, ingesteld na de hernieuwing van het Parlement.

Artikel 264 van het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 tot vastlegging het administratieve en geldelijke statuut van het personeel van "Wallonie-Bruxelles-International", is van toepassing op de beoordelingsprocedure bedoeld in het eerste lid, mits volgende aanpassingen. Er dienen gemotiveerde beoordelingsverslagen te worden gericht aan de nieuwe Regering binnen de vijftien dagen van de aanvraag gedaan door de Minister van Ambtenarenzaken. Die verslagen worden voor elke mandataris opgesteld respectievelijk door betrokkene en de leidend ambtenaar-generaal van de instelling. Het tweede evaluatieverslag wordt door de Regering opgesteld afhankelijk van de inwerkingtreding van dit besluit of door het bestuursorgaan van de instelling, indien bestaande. Dat tweede beoordelingsverslag wordt aan de mandataris medegegeeld, die, zonder dat hij mag vragen gehoord te worden, over een termijn van acht dagen beschikt om zijn bemerkingen schriftelijk over te maken. Het beoordelingsvoorstel wordt door de nieuwe Regering opgemaakt en medegegeeld aan de mandataris binnen de maand waarin die termijn van acht dagen verstrijkt. Binnen de acht dagen na kennisgeving van het ander dan (zeer) gunstig evaluatievoorstel door de Minister van Ambtenarenzaken kan de ambtenaar-generaal een beroep indienen bij de kamer van beroep van de ambtenaren-generaal en mag verzoeken gehoord te worden. De kamer van beroep brengt een advies uit en geeft er kennis van binnen de vijftien dagen na de aanhangigverklaring. De evaluatie wordt aangenomen door de nieuwe Regering binnen de maand na ontvangst van dat advies.

Het tweede beoordelingsverslag omvat de vaststellingen en beoordelingen van de uittreedende Regering over de wijze waarop de mandataris zijn opdracht heeft volbracht en al dan niet zijn doelstellingen heeft bereikt. Daarin is er geen voorstel tot beoordeling vervat.

De nieuwe Regering verricht de beoordeling door het toekennen van een evaluatievermelding. Daarvoor baseert zij zich op de volgende gegevens :

- de opdrachtbrief van de beoordeelde mandataris;
- het operationeel plan;
- het beoordelingsverslag dat de mandataris zelf heeft opgesteld;
- het beoordelingsverslag dat de uittreedende Regering heeft opgesteld;
- de eventuele opmerkingen verstrekt door de beoordeelde mandataris op dat beoordelingsverslag.

In afwijking van lid 3 van deze paragraaf kan de hoogste in zijn rang zijnde leidend ambtenaar een beroep indienen bij de kamer van beroep van de ambtenaren-generaal ook in geval van gunstige beoordeling, en kan verzoeken om gehoord te worden.

In afwijking van lid 4 van deze paragraaf, bevat het tweede beoordelingsverslag, opgemaakt door de uittreedende regering, voor de hoogste in rang zijnde leidend ambtenaar een voorstel tot beoordeling.

§ 2. De beoordeling bedoeld in § 1 kan aanleiding geven tot de toekenning van volgende vermeldingen :

1° "zeer gunstig" : indien de beleids- en operationele doelstellingen vervat in het operationele plan voldoende gehaald zijn, en met naleving van de voorziene termijnen op kwantitatief en kwalitatief vlak, ofwel niet in hun geheel gehaald zijn of met naleving van de termijnen op kwantitatief of kwalitatief vlak maar op grond van verantwoordingsstukken voorgelegd door de mandataris blijkt dat die toestand toe te schrijven is aan onvoorziene of aan volledig van hem losstaande omstandigheden. Daarnaast moet de mandataris voldoende bijgedragen hebben tot het opbouwen van een vertrouwensband met de Regering, blijk gegeven hebben van innovatie en initiatief, en voldoende bijgedragen hebben tot de uitstraling van zijn dienst;

2° "gunstig" : indien de beleids- en operationele doelstellingen vervat in het operationele plan voldoende gehaald zijn, en met naleving van de voorziene termijnen op kwantitatief en kwalitatief vlak, ofwel niet in hun geheel gehaald zijn of met naleving van de termijnen op kwantitatief of kwalitatief vlak maar op grond van verantwoordingsstukken voorgelegd door de mandataris blijkt dat die toestand toe te schrijven is aan onvoorziene of aan volledig van hem losstaande omstandigheden;

3° "gereserveerd": indien de beleidsdoelstellingen van het operationele plan op kwantitatief of kwalitatief vlak slechts te gedeeltelijk gehaald zijn of niet gehaald zijn binnen de voorziene termijn;

4° "ongunstig": indien de beleidsdoelstellingen van het operationele plan op kwantitatief of kwalitatief vlak slechts onvoldoende gehaald zijn of niet gehaald zijn binnen de voorziene termijn.

§ 3. De mandataris aan wie overeenkomstig § 1 een zeer gunstige beoordeling wordt toegekend, wordt automatisch opgenomen in de pool van de kandidaten bedoeld in artikel 341/8 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode. Op eigen verzoek wordt zijn mandaat automatisch verlengd. Na afloop van dat nieuwe mandaat wordt hij, als hij over twintig jaar ervaring beschikt in de privé- of de publieke sector, definitief benoemd in een graad met een rang juist onder de rang van de functie die hij in het kader van dat mandaat uitoefende, voor zover hij niet in aanmerking kwam voor een benoeming in een graad van hogere rang voor zijn aanwijzing als mandataris. Als hij niet over het aantal vereiste jaren ervaring beschikt, en noch ambtenaar is in de diensten van de Regering noch van een instelling noch rechthebbende op een niet nader omschreven verlof waardoor hij zijn vorige betrekking weer kan opnemen, komt de mandataris in aanmerking voor de voordelen waarvan sprake is in artikel 290.

§ 4. De mandataris aan wie overeenkomstig § 1 een gunstige beoordeling wordt toegekend, wordt automatisch opgenomen in de pool van de kandidaten bedoeld in artikel 341/8 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode zoals opgenomen in dit besluit. Hij kan bij gelegenheid van de eerste toepassing van dit besluit zijn kandidatuur indienen voor iedere per mandaat in te vullen betrekking die vacant wordt verklaard. Na afloop van dat nieuwe mandaat wordt hij, als hij over twintig jaar ervaring beschikt in de privé- of de publieke sector, definitief benoemd in een graad met een rang juist onder de rang van de functie die hij in het kader van dat mandaat uitoefende, voor zover hij niet in aanmerking kwam voor een benoeming in een graad van hogere rang voor zijn aanwijzing als mandataris.

Als hij na zijn kandidatuur te hebben ingediend bij gelegenheid van de eerste toepassing van dit besluit niet aangewezen wordt voor een nieuw mandaat en hij over twintig jaar ervaring beschikt in de privé-sector of de publieke sector, wordt hij definitief in een graad benoemd van een rang juist onder de rang van het ambt dat hij in het kader van dat mandaat uitoefende voor zover hij niet in aanmerking kwam voor een benoeming in een graad van een hogere rang voor zijn aanwijzing als mandataris. Hij krijgt vanwege de Regering een opdracht in verband met zijn rang.

Als hij niet het vereiste aantal jaren telt en noch personeelslid in de diensten van de Regering of een instelling is noch enig verlof geniet waardoor hij zijn vorige betrekking opnieuw op kan nemen, komt de mandataris in aanmerking voor de voordelen waarvan sprake is in artikel 290.

§ 5. De mandataris die overeenkomstig § 1 een beoordeling met voorbehoud kreeg kan bij gelegenheid van de eerste toepassing van dit besluit niet aangewezen worden om per mandaat de betrekking uit te oefenen die hij tot dan bekleedde, noch een betrekking van hogere rang.

Als hij niet personeelslid is in de diensten van de Regering of een instelling is noch enig verlof geniet waardoor hij zijn vorige betrekking opnieuw op kan nemen, komt de mandataris in aanmerking voor de voordelen waarvan sprake is in artikel 290.

§ 6. De mandataris die overeenkomstig § 1 een ongunstige beoordeling kreeg kan bij gelegenheid van de eerste toepassing van dit besluit niet aangewezen worden om per mandaat de betrekking uit te oefenen noch een dergelijke betrekking uitoefenen voor 31 december 2019.

§ 7. Indien een mandataris overeenkomstig § 3 een verlenging van dezelfde betrekking krijgt, wordt de vacantverklaring van ambtswege ingetrokken.

Art. 7. Bij gelegenheid van de eerste toepassing van dit besluit door de nieuwe Regering bedoeld in artikel 6, § 1, vindt de aanwijzing van de mandatarissen van de instelling uiterlijk op 31 december 2014 plaats.

Bij die gelegenheid wordt de voorwaarde omschreven in artikel 270 van het besluit van de Waalse Regering tot vastlegging van het administratieve en geldelijke statuut van het personeel van "Wallonie-Bruxelles-International" van 5 december 2008 zoals gewijzigd bij dit besluit, verplicht vervuld door de kandidaten voor een per mandaat in te vullen betrekking, uiterlijk op 1 december 2014 voor de leidende ambtenaar-generaal van de instelling.

Art. 8. § 1 Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

§ 2. In afwijking van § 1, treedt artikel 1 van dit besluit in werking op 1 juli 2014.

De nieuwe artikelen 271/1 tot en met 271/7 van het besluit van de Waalse Regering tot vastlegging van het administratieve en geldelijke statuut van het personeel van "Wallonie-Bruxelles-International" van 5 december 2008, ingevoegd bij gevolg van artikel 1 van dit besluit, en de nieuwe artikelen 269, 278 en 285 van bovenvermeld besluit, zoals gewijzigd bij gevolg van dezelfde bepaling van dit besluit, treden evenwel in werking de dag van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Tot aan de inwerkingtreding van artikel 1 van dit besluit zoals bepaald in lid 1 vormen voormelde artikelen 271/1 tot en met 341/7 in Titel II van Boek II van hetzelfde besluit een Hoofdstuk 1bis met als opschrift "Certificaat Overheidsmanagement".

Art. 9. De Minister-President en de Minister van Ambtenarenzaken zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 december 2012.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET